



SRI LANKA :

*Quelles sont les issues pour ce conflit asymétrique aux
répercussions internationales ?*

Mémoire de géopolitique
du Médecin en chef Christian LEONCE
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de l'Asie du sud »

Directeur : Général Alain LAMBALLE

mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Sri Lanka : quelles sont les issues pour ce conflit asymétrique aux répercussions internationales ?
2. Médecin en chef, service de santé, LEONCE Christian, France
3. 10 mars 2006
4. Division A – groupe A1
5. Mémoire de géopolitique
6. La situation politique à Sri Lanka est marquée depuis le début des années 1980 par un conflit armé opposant le gouvernement sri-lankais aux Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul (LTTE). Ce mouvement prône l'émancipation du peuple tamoul et revendique la création d'un état séparé correspondant aux régions nord et est de l'île à majorité tamoule.

Le temps d'une société multiculturelle qui avait prévalu durant des siècles semble révolu. Les deux partis en présence ont qualifié cet antagonisme de séculaire alors que le conflit aurait mûri sous la colonisation britannique. La compréhension du conflit implique une présentation de la société sri-lankaise confrontée à de conséquentes difficultés socio-économiques.

Face à la politique discriminatoire du gouvernement et aux violentes émeutes interethniques, la minorité tamoule a abandonné le champ politique pour se lancer dans la lutte armée. De cette révolte a émergé la puissante organisation politico-militaire du LTTE qui a résisté aux campagnes de reconquête de l'armée sri-lankaise. L'essentiel de sa puissance réside dans son expansion à l'international qui lui a permis de développer un vaste réseau diplomatico-financier étroitement associé à des activités criminelles.

Le conflit paraissait sans issue mais l'indifférence de la communauté internationale a tourné court avec la multiplication récente d'initiatives de médiation. Les difficultés sont nombreuses mais des espoirs commencent à poindre avec le retour timide à un débat démocratique.

7. Sri Lanka, LTTE, terrorisme, tigres tamouls.

Sri Lanka :

quelles sont les issues pour ce conflit asymétrique aux répercussions internationales ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LES DETERMINANTS DE LA GENESE DU CONFLIT

Une société multiculturelle

Un contexte socio-économique troublé

Un système politique inadapté

DEUXIÈME PARTIE: LES FACTEURS DE DESTABILISATION ET DE RUPTURE

Les déterminants de puissance du LTTE

Les insuffisances du GoSL

Les contributions extérieures à la déstabilisation

TROISIÈME PARTIE: LES FACTEURS DE RETABLISSEMENT

L'émergence de vulnérabilités critiques au sein du LTTE

La reprise d'un jeu démocratique est-elle envisageable au Sri Lanka ?

L'impact des influences extérieures

Les écueils et les limites du processus de paix

INTRODUCTION

Le conflit du Sri Lanka est l'un des plus anciens d'Asie et il a occasionné plus de 65 000 morts en vingt ans de combats. Cette guerre oubliée a connu de multiples tournants, le dernier en date étant la survenue d'une catastrophe régionale, le tsunami du 26 décembre 2004, qui a remis ce pays meurtri au devant de la scène médiatique.

Loin des préoccupations mondiales, ce pays avait fait un apprentissage douloureux de la démocratie et sa société multiculturelle avait plus ou moins survécue depuis des siècles avant de voler en éclats ces dernières années. La fin de la politique sociale de l'Etat-providence avait, dans les années 1970, aggravé les inégalités et les frustrations. De plus, l'ouverture du Sri Lanka à l'économie de marché avait ruiné son agriculture, principal moteur du pays.

Pourtant voué à un brillant avenir, ce pays était depuis son indépendance, agité par une instabilité chronique, combinant affirmations identitaires radicales, fanatismes ethnico-religieux, revendications politiques exacerbées et répressions aveugles. La politique discriminatoire de la majorité cinghalaise envers ses minorités finissait par radicaliser leurs courants politiques pour les conduire jusqu'à la lutte armée pour l'indépendance.

L'agrégation progressive par la force des divers courants sécessionnistes tamouls avait alors créé une entité redoutable : les Tigres Libérateurs de l'Eelam Tamoul¹ (TLET ou LTTE, la dénomination anglo-saxonne). Cette organisation militaire et terroriste occupait dorénavant seule l'espace politique face à un pouvoir sri-lankais (GoSL : Government of Sri Lanka) incapable de trouver une issue au conflit. La succession des trois guerres tamoules fut une suite d'horreurs et de destructions qui ont ruiné les régions nordistes. L'intervention de l'Inde en 1987 devait donner une dimension régionale au conflit.

L'indifférence initiale de la communauté internationale s'est muée en un véritable intérêt, stimulé par les enjeux futurs des approvisionnements mondiaux. Une lutte d'influence feutrée s'opère dorénavant entre les grandes puissances dans cette zone à la localisation et aux capacités stratégiques convoitées. Plus personne n'a d'intérêt à voir perdurer ce conflit à part les deux protagonistes qui n'ont guère les moyens de remporter une victoire décisive à court terme pas plus que de pouvoir négocier en position de force.

Le conflit est stabilisé mais les acteurs sont en train de fourbir leurs armes. Fourvoyés dans une impasse politique comme militaire, les deux parties ont consenti à participer à des pourparlers de paix qui débiteront à Genève en février 2006. Cet espace insulaire, aux confins de l'Océan indien, vit depuis au rythme de la crise tamoule dans ses aspects les plus symétriques et asymétriques avec des répercussions étendues à l'échelle de la planète.

¹ Le tigre représente l'emblème de l'empire Chola (dynastie dravidienne du sud de l'Inde) qui domina le pays au XII^{ème} siècle. Ce symbole s'oppose au Sinhala, le lion des Cinghalais représenté sur le drapeau national.

1. Les déterminants de la genèse du conflit

1.1. Les facteurs historiques

Les premiers courants d'émigration venus du nord de l'Inde, d'origine indo-aryenne, débutèrent au V^{ème} siècle av JC par l'arrivée sur l'île du prince Mahinda, fils de l'empereur Asoka. Installé sur le littoral, son occupation progressive de l'intérieur se fit au détriment des Veddas, peuplades originelles de lignée australoïde. C'est au IV^{ème} siècle av JC qu'Anuradhapura se vit accorder le statut de première capitale du Sri Lanka. Cette même période vit l'arrivée, par le détroit de Palk, de peuplades d'origine dravidienne originaires du sud de l'Inde, exerçant une pression qui se maintint jusqu'au XI^{ème} siècle. Les périodes de confrontation ne furent qu'épisodiques, les petits royaumes dravidiens s'établissant plus au nord et à l'est de l'île en repoussant les cinghalais vers le centre et le grand sud. Néanmoins, la dynastie indienne des Chola procéda à une unification de l'île du X^e au XII^{ème} siècle, faisant de Polonnaruwa sa nouvelle capitale avant de s'effondrer.

Après l'installation progressive dès le IX^{ème} siècle de marchands arabes le long des côtes à l'est du pays, vint le temps des premiers colonisateurs européens.

Les Portugais s'implantèrent sur le littoral dès 1505 côtoyant trois royaumes autochtones : Kotte au sud, Kandy au centre et Jaffna au nord. Les Hollandais prirent le contrôle des possessions portugaises dès 1568 pour les perdre au bénéfice de l'Angleterre en 1796. Colonie de la Couronne en 1802, l'île perdit son dernier pôle de résistance en 1815 avec la prise du royaume kandyen. Ces trois dominations européennes successives laissèrent chacune leur héritage mais la plus marquante fut celle des Britanniques.

1. 2. Les facteurs géographiques

Anciennement appelé Ceylan, le Sri Lanka est situé dans l'océan Indien, séparé de l'Inde par le détroit de Palk. Longue de 440 km et large de 220 km maximum, l'île a une superficie de 66 000 km² soit une fois et demi celle de la Suisse. Sa population totale est de 19 millions d'habitants et Colombo, sa capitale est la ville la plus importante (2 millions d'habitants). (voir annexe 1)

L'île est composée en grande partie de terres basses et de plaines fertiles. La moitié sud du pays est occupée au centre par un massif montagneux, un véritable château d'eau. Les côtes sont variées alternant baies sablonneuses et larges lagunes. Le climat apparenté à celui de l'Inde du Sud est marqué par deux périodes de moussons. L'inégalité de la pluviométrie influe sur la végétation, rare et clairsemée au nord sous la forme de savanes arborées et exubérante avec de magnifiques forêts primaires dans les montagnes du centre et au sud.

1. 3. Les facteurs démographiques

Sri Lanka est un pays riche d'une diversité ethnique millénaire. Les Cingalais représentent 74% de la population et ils sont concentrés dans le sud-ouest du pays où le peuplement est plus dense (une moyenne de 285 habitants par km²). Les Tamouls originaires de Sri Lanka constituent la deuxième ethnie du pays avec environ 12% de la population et vivent dans le nord et dans l'est. Les Tamouls indiens² ou Tamouls des plantations représentent un groupe ethnique distinct avec 6% de l'ensemble et ils sont installés dans la région des plantations au sud de l'île. Les autres minorités incluent les Musulmans 8%(Moors et Malais), les Burghers descendants des colons européens et enfin les Veddass. (voir annexe 2)

1. 4. Les facteurs politiques

Dans le dernier quart du XIX^{ème} siècle émergea le nationalisme sri lankais, essentiellement religieux et fondé sur le bouddhisme. Dès 1931, une représentation parlementaire fut octroyée aux deux principales communautés signe d'une maturité politique et d'une amorce d'autonomie. Lors de l'accession à l'indépendance dans le cadre du Commonwealth en 1948, les Cingalais exercèrent leur suprématie sur tous les rouages de l'État (politique, justice, administration, armée, économie, etc.) et les groupes minoritaires, notamment tamouls, s'engagèrent dans un processus politique de défense de leurs intérêts³. Le pays prit le nom de Sri Lanka en 1972, année de promulgation d'une nouvelle Constitution modifiée par la suite en 1978.

Depuis, le système est une démocratie présidentielle parlementaire monocamérale dans laquelle le chef de l'État nomme le Premier ministre et les membres du cabinet. Il a également le pouvoir dissoudre le Parlement constitué de 225 membres élus au suffrage direct selon un système de représentation proportionnelle. Les principaux partis politiques du Sri Lanka sont l'Alliance populaire (*People's Alliance*, PA), une coalition de partis de gauche dominée par le Parti de la liberté du Sri Lanka (*Sri Lanka Freedom Party*, **SLFP**) et le Parti national uni (*United National Party*, **UNP**). Les autres grandes formations sont le **TULF** (*Tamil United Liberation Front*) et le **TNA** (*Tamil*

² Les Britanniques pour mettre en valeur les exploitations de thé (et d'hévéa dans une moindre mesure), procédèrent à des transferts de populations du sud de l'Inde, affectées à l'époque par la ruine occasionnée par l'échec de la culture du café. On relate peu cet épisode d'exode qui intéressa près d'un demi-million d'individus majoritairement des basses castes. L'exploitation de ces travailleurs à bas prix, dans des conditions se rapprochant de l'esclavage, allait contenir leur descendance dans un état de non droit, sans statut, ni patrie. Cet afflux de nouveaux étrangers, hindous shivaïtes et tamoulophones continua de susciter l'opposition passive des « autochtones » cingalais.

³ En 1944, le gouvernement britannique chargea la Commission Soulbury de trouver les moyens de transférer le pouvoir entre les mains des Ceylanaïses d'une manière équitable entre les deux ethnies principales de l'île. La Constitution Soulbury de 1947 préconisa, conformément au droit anglais qui prévoit une personne/un vote, une représentation de 65 % pour les Cingalais et de 35 % pour les Tamouls. Elle favorisa le concept du gouvernement par la majorité cinghalaise et un système politique fortement centralisé où les droits des minorités ne furent guère protégés.

National Alliance) et les partis extrémistes sri-lankais : le parti marxiste Janatha Vimukthi Peramuna (**JVP**) et le parti bouddhiste Jathika Hela Urumaya (**JHU**).

1. 5. Les facteurs socio-économiques

Au cours de la première moitié du XXe siècle, Le colonisateur dont la tactique habituelle était de diviser les communautés pour les contrôler, s'était fortement appuyé sur la communauté tamoule pour organiser et structurer son administration coloniale alors que les cinghalais répugnaient à collaborer. De ce fait à l'indépendance, les postes de la fonction publique et le secteur libéral étaient largement occupés par les Tamouls. La minorité musulmane fut aussi favorisée par les Britanniques ce qui déclencha des émeutes en 1915 contre les Moors (ou Maures), musulmans de Ceylan, accusés de collaboration. Certains mouvements nationalistes cinghalais prirent, au milieu des années 50, une connotation nettement anti-tamoule et dès lors, l'opposition ethnique devint un enjeu et un levier politique. La rivalité se trouva ainsi liée à l'action politique et à trois grands conflits d'intérêts : la rivalité pour le contrôle des terres dans les régions de colonisation agricole du centre-nord et de l'est ; la rivalité pour les emplois autour de Colombo et la pénurie des terres et des emplois dans le haut pays. La situation économique s'étant de plus dégradée, aggravée par la démission de l'Etat providence, la combinaison de tous ces facteurs ne pouvait aboutir qu'à une crise majeure.

1. 6. Les facteurs culturels

Les religions

Le bouddhisme est la principale religion du pays, pratiqué par 70 % de la population dont 90 % des Cinghalais. Réduite en Inde, sa terre natale, à une quasi extinction, cette religion s'est implantée aisément à Ceylan vers 250 av. JC. L'île est devenue ainsi un bastion du bouddhisme faisant face au monde hindou. S'appuyant sur les écrits millénaires du Canon Pāli⁴, le Sangha⁵ instruisit et conseilla les rois successifs acquérant ainsi un puissant pouvoir spirituel et politique. A partir du V^{ème} siècle, Ceylan devenait le creuset du bouddhisme théravādin⁶. Par deux fois, sous l'influence des invasions tamoules, la lignée d'ordination des moines manqua de s'éteindre. Ensuite, pendant la période coloniale, les Portugais furent les seuls à persécuter le bouddhisme et le prosélytisme agressif des

⁴ C'était un dialecte indo-aryen qui rendit possible la transmission orale du Canon, préceptes de base de la religion bouddhiste. La mortalité importante parmi les moines détenteurs de la connaissance manqua de faire disparaître le Canon. Aussi à partir de 80 av. J-C, un concile réuni par Mahinda réalisa sa préservation par écrit.

⁵ C'est une communauté bouddhiste instituée par le Bouddha lui-même, qui regroupe moines et laïcs. Mahinda établit un Sangha à Sri Lanka, la plus ancienne communauté monastique ayant pour centre le Mahā vihāra ou Grand Monastère.

⁶ Sous l'impulsion du moine Buddhaghosa, une étude magistrale « Chemin de la purification » devint l'expression classique du bouddhisme théravādin. Peter Harvey, *Le bouddhisme*, p.174.

occupants successifs, difficilement toléré, devait déteindre durablement sur le comportement des religieux bouddhistes et hindouistes de l'île.

Les autres religions représentées sont l'hindouisme d'origine shivaïte (15 % de la population dont 80 % chez les Tamouls), le christianisme (8 % répartis à la fois chez les Cinghalais et les Tamouls mais également présent chez les Burghers) et enfin l'islam d'obédience sunnite (7 % surtout chez les Tamouls) qui complètent la mosaïque culturelle du pays. Le Sangha (clergé bouddhiste) est parfaitement intégré dans la vie cinghalaise, notamment au niveau rural et il exerce une importante influence à tous les niveaux de la société.

Les langues et les castes

Le taux d'alphabétisation a toujours été élevé au Sri Lanka avec une vraie richesse multiculturelle. Pourtant à l'époque coloniale, les écoles tamoules furent nettement favorisées par rapport aux écoles bouddhiques cinghalaises et il apparut une certaine compétition linguistique.

Les Cinghalais parlent le cinghalais qui appartient au rameau méridional des langues dites aryennes. Cette langue fut déclarée officielle en 1956 suite au *Sinhala Act Only*, consacrant la marginalisation du tamoul, la langue dravidienne parlée par les Tamouls et les Moors qui ne fut officialisée qu'en 1987. L'anglais est resté la langue des affaires et du commerce.

Bien qu'officiellement non reconnu, le système de castes joue un rôle encore important. Les castes cinghalaises et tamoules sont parallèles mais le système est beaucoup plus rigide chez les Tamouls ; Les deux castes supérieures cinghalaise (Goyigama) et tamoule (Vellalar) étaient traditionnellement dominantes mais le conflit a quelque peu modifié la situation. L'influence des Vellalar ayant fuit le pays s'est estompée au profit de castes intermédiaires comme celle des pêcheurs ayant pris les armes. Eric Meyer⁷ considère qu'aujourd'hui le LTTE a balayé l'élite tamoule et bouleversé l'équilibre.

2. Les multiples causes de la pérennisation du conflit

2.1. Les déterminants de puissance du LTTE

2.1.1 Un dispositif politico-militaire très structuré

Un leader emblématique

⁷ Eric Meyer, *Sri Lanka, entre particularisme et mondialisation*, p.147.

Le centre de gravité du mouvement LTTE reste son chef emblématique Velupillai Prabhakaran (VP)⁸. Chef militaire possédant un indéniable génie tactique, il est le centre de pouvoir d'une organisation qui a réussi à tenir tête à un Etat et à tisser un réseau de soutien mondial efficace et peu égalé à cette échelle. Son extrémisme et son absence de scrupule en font un négociateur difficile qui ne recule devant rien. Son mode de vie est astreint à une discipline et un code moral très strict qu'il a imposé à l'ensemble de ses combattants. Son objectif est la création d'un « homeland » pour le peuple tamoul, un Eelam⁹ présenté comme la seule solution pour répondre à l'oppression et l'insécurité de son peuple déchu de ses droits. Le mouvement est centré autour de symboles forts comme le culte de son chef suprême (Supremo est son nom de guerre) ou le mythe du sacrifice qui s'accorde à une culture tamoule millénaire. Il gère le LTTE d'une main de fer, liquidant tous ceux qui s'opposent à son pouvoir. Les rivaux capables de lui porter ombrage ou susceptibles de le trahir sont éliminés sans ménagement. Son prestige persistant ou la crainte qu'il peut inspirer suffisent en soi pour réprimer toute velléité d'opposition. Son jusqu'aboutisme et son manque de flexibilité en font un sérieux obstacle à la paix.

Une structure politique de type marxiste

Un comité directeur central veille rigoureusement au bon fonctionnement des deux ailes militaire et politique. Ce contrôle permanent s'exerce des niveaux supérieurs jusqu'aux plus subalternes. Thamil Chelvam, le chef politique et Anton Balasingham l'idéologue, patron de la diplomatie élaborent le programme idéologique qui se fonde désormais plus sur un nationalisme exacerbé que sur l'option marxiste originelle. Il faut noter que le noyau politique du mouvement est totalement inféodé à l'appareil militaire car VP privilégie l'action armée aux tergiversations politiques qui reste du domaine de l'affichage. Le mouvement reste cependant structuré sur ce modèle marxiste-léniniste et il est animé par un politburo, des comités populaires locaux et l'encadrement vigilant des commissaires politiques qui exerce une pression permanente sur la population.

Une véritable armée efficace et perfectionnée

La puissante aile militaire est l'élément moteur du mouvement. Les cadres sont environ 1 500 mais le noyau dur est constitué de proches de VP, issus de la même caste et du même village. Ce premier cercle homogène est particulièrement dévoué regroupant la plupart des responsables : Pottu Aman, le

⁸ Né en 1954 et issu de la caste des pêcheurs, il fonda le TNT en 1972, groupuscule politique marxiste. Sa première action violente fut l'assassinat avec trois complices du maire tamoul modéré de Jaffna. Depuis, son prestige est allé en grandissant le conduisant à la création des LTTE, mouvement radical violent. En 1983, toujours à Jaffna, un guet-apens des Tigres provoqua la mort de treize soldats gouvernementaux. Des militaires et des extrémistes cingalais déclenchèrent en représailles un terrible pogrom anti-tamoul à Colombo et dans tout le pays. Le mécanisme de la crise larvée déboucha dès lors sur un conflit ouvert qui allait bouleverser pour longtemps l'histoire de Sri Lanka.

⁹ Eelam signifie « terre précieuse » en rapport avec un ancien royaume tamoul au nord du Sri Lanka.

chef des Black Tigers et du renseignement et les principaux chefs de guerre Balraj, Swawam et Bhanu qui sont des soldats dont l'expérience au long cours et le prestige se sont forgés au gré des combats.

Le corps de bataille des forces terrestres est organisé sur un mode pyramidal avec une hiérarchie structurée et un encadrement très rigide.

Disciplinés et d'une motivation à toute épreuve, ces combattants opiniâtres sont dévoués à la cause et sont capables de tenir leurs positions jusqu'à la mort¹⁰. Ils font preuve d'une extrême brutalité au combat en n'épargnant guère leurs adversaires ni d'ailleurs les civils, quelque soit leur ethnie. Les unités sont organisées en brigades spécialisées. Elles sont endurcies par un entraînement intensif et elles ont démontré une certaine efficacité dans les combats de type classique contre des troupes régulières largement supérieures en nombre et en matériels.

Les forces armées seraient fortes de 10 000 à 15 000 combattants. Sur ce total, environ 3000 hommes constituent l'armature des unités d'élite comme le régiment Charles Antony, garde prétorienne du chef suprême ou l'Elladan Force, groupe armé occulte.

La pénurie de combattants a engagé le LTTE dans la voie controversée du recrutement d'enfants soldats dès 1984, avec la création d'une Baby brigade (Bakuts) armée d'enfants de 10 à 16 ans. La Leopard Brigade (Sirasu puli) en a regroupé les éléments les plus aguerris, issus des orphelinats gérés par l'organisation, pour les entraîner dans des camps installés dans l'Etat de Pondichéry (sud de l'Inde). L'effet recherché était d'étoffer les effectifs des forces, de fournir un réseau de renseignement de terrain, de semer le trouble chez l'adversaire et enfin de faire participer le peuple entier à l'effort de guerre. Dans cette même optique, la création d'une brigade de femmes (Freedom Birds)¹¹ en 1985 a fournit des éléments particulièrement motivés à hauteur d'un tiers des effectifs. Ces combattants bien équipés et revêtus du caractéristique treillis tigré sont astreints à la discipline rigoureuse d'une armée régulière et ils bénéficient d'un solide entraînement de base qui peut être spécialisé pour les meilleurs d'entre eux¹².

Cette armée de libération a bénéficié de l'aide de l'Inde également dans le domaine de la fourniture de matériels et d'armement. Après la signature de l'accord indo-sri lankais en 1987, les voies d'approvisionnements se sont nécessairement adaptées et diversifiées. Les prises de munitions et d'armement à l'armée sri-lankaise (SLA : Sri Lanka Army) se sont intensifiées lors des phases de combat ou mieux lors de coups de main contre ses camps militaires¹³. Sur le marché autorisé, des achats directs ou par l'intermédiaire de sociétés écrans ont permis l'accès à du matériel lourd et sophistiqué comme des mortiers, des pièces de 120 et de 122 mm ainsi que des lance roquettes

¹⁰ Plutôt que d'être faits prisonniers, ces combattants ont pour consigne de se suicider à l'aide d'une capsule de cyanure qu'ils portent autour du cou.

¹¹ Tant en raison de l'émigration que des pertes au combat, il resterait actuellement un homme pour six femmes dans la péninsule de Jaffna, selon Eric Meyer, *Sri Lanka, entre particularisme et mondialisation*.

¹² L'Inde a formé bon nombre d'expert en explosifs et de plongeurs de combat tout en mettant de nombreux camps d'entraînement à disposition des combattants tamouls pour la formation élémentaire et le perfectionnement.

¹³ La plus grande partie de l'artillerie en possession du LTTE a été prise à l'armée sri-lankaise.

multiples (MBLR). Le marché occulte de l'armement a offert également une ouverture sur une vaste gamme de matériels complémentaires. Une capacité manufacturière d'armements plus ou moins sophistiqués a émergé allant de la fabrication de mines et de pièces d'artillerie jusqu'à celle de missiles radio guidés perfectionnés¹⁴. Dans la même finalité autarcique, des savoir faire techniques ont été développés au niveau d'ateliers capable de construire des véhicules blindés autour de châssis de véhicules de la gamme civile ou de détonateurs radio déclenchés très performants. Enfin, des détournements spectaculaires ou des vols d'explosifs en grande quantité ont défrayés la chronique démontrant la dimension internationale des capacités opératoires du LTTE¹⁵.

Une maîtrise navale indispensable

Le caractère insulaire de Sri Lanka impose au LTTE de s'approvisionner à l'étranger. Le contrôle du détroit de Palk et des bandes côtières est crucial pour la réception des flux logistiques. Parti de quelques bateaux de pêche, Soosaï a créé une flotte de vedettes en fibre de verre utilisées pour ces échanges avec le sous-continent voire pour des actions offensives contre la marine sri-lankaise. Cette véritable force navale porte le nom de Sea Tigers et sa composante Sea Black Tigers a détruit de nombreuses unités navales sri-lankaises à l'aide de ces vedettes rapides bourrées d'explosifs ou par des sabotages par des infiltrations d'hommes grenouilles¹⁶. Depuis la reprise de Jaffna par les forces gouvernementales en 1996, des unités navales de la SLN (Sri Lankan Navy) sont basées sur place ainsi qu'à Trincomalee. La sauvegarde et la sûreté de l'espace maritime sont difficiles à assurer car les deux autres ports du sud, Colombo et Galle (dans une moindre mesure) imposent des mesures de protection qui dispersent encore les faibles moyens de la Navy. La rébellion avec sa flottille diversifiée et polyvalente n'a pas les moyens de s'opposer de front à la marine sri-lankaise. Le détroit de Palk est étroit et il est reconnu pour être difficilement navigable du fait de massifs coralliens nombreux et non répertoriés. La manœuvre des navires de la SLN est handicapée face à ces embarcations¹⁷ légères et plus mobiles, manœuvrées par des pêcheurs ou contrebandiers ayant rejoint la cause des Tigres et connaissant parfaitement la zone. Le harcèlement des unités navales, les quelques actes de piraterie et les menaces pesant sur les infrastructures portuaires étendent le front des opérations à l'ensemble du

¹⁴ Rohan Gunaratna, *International and Regional Security Implications of the Sri Lankan Tamil Insurgency (Colombo: Alumni Association of the Bandaranaike Centre for International Studies, 1997)*, p 91.

Le Pasilan 2000 est un missile sophistiqué capable d'emporter une ogive de gélignite de 25 kg sur une distance de 1 km.

¹⁵ Peter Chalk, *Commentaire N° 77, Organisation et Opérations internationales des Tigres Libérateurs de l'Eelam Tamoul (TLET) - analyse préliminaire*, 1999. En 1997, le *Stillus Limassul*, un navire de commerce grec quittait le port de Beira, au Mozambique, transportant 32 400 obus de mortier de 81 mm destinés à l'armée du Sri Lanka. Ces munitions, d'une valeur de trois millions de dollars n'arrivèrent jamais à destination car elles furent subtilisées par les Tigres à l'aide de complicités et de faux papiers.

¹⁶ La plupart ont été formés en Inde aux techniques amphibie et à la pyrotechnie. Ils sont capables de lancer des attaques de type torpilles humaines ou de faire exploser des mines au contact des navires. Un submersible de poche aurait été rajouté à leur panoplie mais son existence n'a jamais été vérifiée.

¹⁷ Ces embarcations peuvent assurer des escortes ou des actions de combat grâce à l'installation de canons de 22 mm ou de mitrailleuses 12,7 mm.

littoral. Les risques de confrontation¹⁸ restent peu fréquents mais tournent rarement au désavantage des Tigres, préservant ainsi la continuité de cet axe logistique vital.

Un embryon d'armée de l'air

La formation de nombreux pilotes, en Inde et en Europe, a permis de constituer la base des Air Tigers, sous les ordres de Shankar. L'acquisition de cinq avions de type tourisme et de deux hélicoptères¹⁹ ont permis à la rébellion des transports de colis sensibles et des transferts de personnels. Cette capacité aérienne, complétée par des ULM, laisse planer toutes sortes de menaces. Des possibilités d'attaques suicides contre des sites sensibles à l'aide d'aéronefs capables de voler à basse altitude sont redoutés ainsi que des épandages aériens d'agents chimiques.²⁰

Enfin, l'acquisition de missiles sol-air portables de type SA-7 soviétiques et même SA-14 a permis de compenser en partie l'écrasante supériorité aérienne de la SLAF (Sri Lankan Air Force) qui essuyé de ce fait quelques pertes significatives. Des Stinger acquis en Afghanistan par les Tigres ont encore renforcé cette capacité à faire régner une permanente insécurité aérienne.

Un service de renseignement redoutablement efficace

Le renseignement militaire est un maillon essentiel car il a fourni par sa qualité un indéniable avantage au niveau tactique lors des opérations. Des moyens empiriques combinant des techniques éprouvées d'observation sur le terrain ont souvent facilités la remontée de comptes rendus synthétiques par des moyens de communication de tous types²¹. Des moyens radios sophistiqués jusqu'à des moyens satellitaires ultramodernes permettent une rapide transmission d'informations. Les tirs de barrage d'artillerie ont ainsi gagné en efficacité grâce à un guidage par coordonnées GPS. Ces modalités opératoires et ces équipements ultramodernes s'intègrent au sein d'un réseau de renseignement global ou TOSIS²² qui est constitué d'un maillage serré d'informateurs couvrant tous les territoires contrôlés par les Tigres. D'ailleurs, la précision des renseignements concernant le ciblage des objectifs des kamikazes tamouls est attestée par un taux de succès très important (de 85 à 90%) de la destruction des objectifs.

2.1.2 Une maîtrise établie du combat asymétrique sous toutes ses formes

Une capacité de frappes spectaculaires

¹⁸ Les Sea Tigers ont mis en place des radars côtiers mobiles assurant une veille permanente sur le trafic maritime.

¹⁹ Ces hélicoptères ont été acquis en Australie ainsi que des micro-modèles monoplaces. Les tentatives de mise au point et de fabrication d'avions légers ont échoué.

²⁰ Asian Tribune, *Acquisition of nerve gas and other lethal chemical weapons by the LTTE*, 21/11/2005. L'épisode de l'attaque chimique de Kiran très peu documenté, montre l'existence d'un risque et incite à la prudence.

²¹ Le compte rendu des mouvements des unités de l'IPKF étaient transmis dès leur sortie du quartier à l'aide des cloches des églises ou de signaux codés.

²² Tiger Organisation Security Intelligence Service sous la responsabilité de Pottu Amman.

Une originalité du LTTE a été d'obtenir des résultats remarquables en combinant des opérations de guerre classique avec des actions de combat de type asymétrique par l'utilisation de commandos suicide. Des postes de commandement ou des relais de transmission représentaient des cibles privilégiées pour désorganiser le dispositif adverse. Ce type d'actions signait souvent l'échec de la tactique classique ou une suite de revers qui permettait ainsi de reprendre l'initiative. La prévention contre ce type de menace était toujours difficile et les unités régulières avaient beaucoup de mal à contenir ces infiltrations meurtrières. D'autant que le contexte habituel d'embuscades et de coups de main de ces guérilleros connaissant parfaitement le terrain occasionnaient déjà des pertes conséquentes. Ainsi la destruction des centres de gravité adverses cumulait une action de guerre psychologique atteignant considérablement le moral de l'adversaire.

Les attentats suicides étaient le fait d'une brigade spécialisée dénommée les Black Tigers dont la plupart des membres étaient des femmes²³. Les objectifs étaient le plus souvent des personnalités civiles, cibles traitées sur un mode tactique mais à large visée stratégique. Le LTTE détenait ainsi le triste record de presque 200 attentats suicide en vingt ans de guerre. Ils avaient toujours été minutieusement préparés et s'étaient avérés d'une redoutable efficacité que ce soit sur terre ou sur mer²⁴. La liste des victimes, toujours soigneusement sélectionnées, incluait notamment des personnalités de haut rang pourtant très protégées²⁵. Des agressions meurtrières contre des sites stratégiques ou symboliques marquèrent également l'opinion publique comme l'attentat du World Trade Center de Colombo ou le Temple de la dent du Bouddha à Kandy.

Un outil de propagande et de communication abouti

La politique étrangère des Tigres est essentiellement orientée sur la légitimation de son mouvement de libération au niveau international. Avant son interdiction dans de nombreux pays dont les pays anglo-saxons, des représentations existaient dans la plupart des capitales occidentales et leurs campagnes de lobbying intenses s'exerçaient également auprès des instances internationales comme l'ONU²⁶. Anton Balasingham est le cœur de ce système. Il est installé à Londres et communique abondamment sur les discriminations et exactions perpétrées contre les Tamouls. D'après le message communément diffusé,

²³ Les vecteurs (véhicules, bateaux, charrettes) bourrés d'explosifs sont lancés sur les objectifs fixes mais la conception d'un gilet bardé d'explosifs équipant un kamikaze a permis d'atteindre avec précision des cibles plus sensibles et localisées comme des chefs militaires et politiques ou des infrastructures clés.

²⁴ Les unités des Sea Black Tigers exécutent des missions suicides régulières contre les bâtiments de la SLN

²⁵ La liste de personnalités civiles et militaires de haut rang est longue mais on retiendra le président Premadasa, les premiers ministres Gandhi (Inde) et Dissanayake ainsi que de nombreux ministres dont récemment le ministre des affaires étrangères Kadirgamar en 2005.

²⁶ Le LTTE a réussi à amener plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) à se rallier autour de sa cause comme : Canadian Relief Organization for Peace in Sri Lanka; International Educational Development Inc. (IED); le Conseil œcuménique des Églises; l'Australian Human Rights Foundation; le Groupe international des droits de la personne; l'Organisation internationale des journalistes; Pax Romana; le Bureau international de la paix; l'International Human Rights Law Group; le Robert F. Kennedy Memorial Center for Human Rights.

la victimisation du peuple tamoul rend inconcevable de perpétuer sa cohabitation avec ses bourreaux sri lankais au sein d'un même Etat. Les moyens alloués à la propagande sont conséquents et les messages sont parfaitement adaptés aux cibles diverses que représentent les milieux politiques, les médias et les opinions publiques. Les moyens de communication utilisent avec un réel professionnalisme des supports comme la presse écrite, les ondes radiophoniques, la télévision²⁷ ainsi qu'un réseau hyper développé de sites sur Internet. L'organisation très structurée des Tigres leur permet d'échanger des informations aussi rapidement que les agences de presse avec une mise à jour actualisée souvent quotidienne de leurs sites d'informations. L'ensemble de cette propagande est orchestrée à partir du Sri Lanka sous la direction du secrétariat général du mouvement dirigée par V.Manoharan. La volonté d'un contrôle idéologique fort²⁸ met les cibles sous emprise en élaborant les messages récurrents du LTTE et en stigmatisant les égarements des forces de sécurité sri-lankaises. L'orientation des informations est flagrante et les programmes des chaînes expurgent même tout ce qui pourrait détourner des valeurs patriotiques²⁹.

2.1.3 Une organisation très structurée et tentaculaire

Une maîtrise du renseignement et de l'information efficace

Vivre dans une zone contrôlée par le LTTE ou y accéder impose d'être dument enregistré auprès de l'autorité à l'issue d'un véritable interrogatoire. Les mouvements des individus sont ainsi tous répertoriés et un maillage dense d'agents quadrille le terrain rapportant le moindre fait et geste ou anomalie. Il en résulte une complète infiltration de toutes les couches de la société. Tributaires de l'organisation pour résoudre leur moindre problème, les individus ont abandonné leur prérogative citoyenne pour se noyer passivement dans une perspective collectiviste qui facilite l'encadrement. Cette pression permanente sur la population accentue l'interdépendance et étouffe d'emblée toute idée contestataire.

Etonnamment, l'encadrement de la diaspora est favorisé par l'imprégnation d'une forte solidarité idéologique malgré l'éloignement. Si l'endoctrinement et le culte du chef, inculqué au plus grand

²⁷En France, la plus importante communauté tamoule est regroupée en Ile de France ciblée par la TRT (Tamil Radio Television) qui émet vers l'ensemble de l'Europe et atteint près de 60 000 auditeurs. Son siège se trouve à Bobigny et elle compte 7000 abonnés payants. Des demandes d'interdiction d'émissions ont été formulées sans suite par l'ambassade du Sri Lanka à Paris.

²⁸ Parmi les organisations les plus actives à cet égard, mentionnons la Fédération des associations des Tamouls du Canada; l'Australasian Federation of Tamil Associations; la Fédération suisse des associations tamoules; la Fédération française des associations tamoules; l'Illankai Tamil Sangam, les World Tamil Association (WTA) et World Tamil Movement aux États-Unis; le Comité de coordination mondiale des Tamouls en Norvège et l'International Federation of Tamils au Royaume-Uni.

²⁹ Le contrôle des programmes va jusqu'à choisir des films exaltant le courage et le sacrifice de préférence aux films indiens jugés immoraux et trop superficiels.

nombre ne suffisent pas à faire obstacle aux quelques velléités contestataires, ils permettent au moins de les circonscrire en maintenant une surveillance.

Une mécanique logistique parfaitement huilée.

Kumaran Pathmanathan ou KP est l'artisan du réseau logistique mondial des Tigres, patiemment élaboré durant vingt ans. Véritable VRP du mouvement, insaisissable et organisé, KP est un véritable expert notamment en armement qu'il sait dénicher aux meilleures conditions aux quatre coins du monde. Il est devenu ainsi l'un des Tigres les plus recherchés du Sri Lanka. Le mouvement possède au moins douze navires de commerce dument enregistrés mais changeant fréquemment de noms ou d'armateur. Les difficultés à affréter des navires en toute confidentialité l'ont encouragé très tôt à acquérir des vecteurs disponibles à la demande³⁰. Ce transport maritime légal à 90% sert de couverture aux trafics d'armes, de drogues ou d'immigrés clandestins. Il est adossé à un réseau de points d'appui qui s'étend dans le proche voisinage sud asiatique. Il permet ainsi des chargements et transbordements discrets notamment en Inde, au Pakistan ou encore en Thaïlande ou au Myanmar en s'affranchissant de toute structure portuaire³¹. Leurs mouvements s'étendent au niveau de l'ensemble des routes maritimes mondiales et l'organisation s'est faite une spécialité des transports illicites d'armement au profit d'autres organisations terroristes.

Une puissance financière considérable

Le mouvement des LTTE tirent des financements de sources variées. L'essentiel émane des contributions de la diaspora répartie pour l'essentiel dans les pays occidentaux³². La propagande dynamique et souvent les soubresauts de l'actualité rendant compte des persécutions provoquent l'afflux de dons spontanés importants. Les collectes sont aussi facilitées lors de l'organisation de tombolas, de manifestations culturelles et de spectacles et peuvent parfois prendre le paravent d'œuvres caritatives. Par crainte de représailles directes ou indirectes, les récalcitrants sont peu nombreux, cibles rapides de manœuvres d'intimidation. La loi du silence reste la règle. Ces expatriés contribuent donc à hauteur d'environ 80 millions de dollars par an à l'effort de guerre de l'Eelam. Le reste des ressources est issu de revenus illicites (loyers et bénéfices des boutiques et sociétés) et de trafics divers (trafic de drogues, d'armes, de clandestins, de pierres précieuses). La Tamil Bank en zone LTTE est une structure bancaire qui ne draine qu'une infime partie de ces mouvements de capitaux. Chaque antenne locale des LTTE subsiste avec ses fonds propres collectés. Les éventuels transferts sont fractionnés et exécutés par l'intermédiaire de prête-noms mais le procédé le plus

³⁰ Ces navires voyagent surtout sous pavillon panaméen, hondurien ou libérien et changent fréquemment de noms. Ces pays sont, en effet, réputés pour leur laxisme en matière d'enregistrement maritime.

³¹ Le LTTE avait établi une base navale permanente dans l'île de Twante proche du Myanmar au moins jusqu'en 1995, ainsi qu'une autre dans la région de Phuket en Thaïlande.

³² La première communauté tamoule expatriée se trouve au Canada avec 100 000 personnes.

courant est calqué sur l'Hawalah³³ qui garantit sûreté, rapidité et confidentialité. Le blanchissement d'argent est régulièrement soupçonné mais difficile à mettre en évidence. C'est ainsi que de vastes projets immobiliers ont permis d'acquérir de multiples petits commerces comme à la Petite Jaffna dans le XIII^{ème} arrondissement de Paris³⁴ et dans tous les lieux d'implantation de la diaspora.

Un état de facto avec toutes ses structures

A la perte de leur capitale Jaffna, les Tigres se sont établis plus au sud, dans la région de Vanni comprenant les districts nordistes de Mannar, Vavuniya et Mullaittivu. Ils contrôlent encore une partie de l'Elephant Pass, le cordon ombilical reliant l'île à la péninsule de Jaffna qui inclue Kilinochchi, l'actuelle capitale administrative de l'Eelam. Ils se sont attachés à mettre en place des structures de type étatique bousculant les structures officielles du GOSL avec des administrations et des services parallèles. Ils démontrent ainsi d'une relative efficacité dans la capacité de gestion de leurs territoires. Les agents de ces structures comme les services des impôts, des douanes ou encore de la police sont nommés et rémunérés par l'organisation. Leur emprise couvre de multiples domaines allant de la santé (hôpitaux et dispensaires) à l'éducation (écoles et université). Un embryon de système judiciaire et des infrastructures carcérales ont été créés à Jaffna entre 1990 et 1995, dans lequel des juges choisis parmi les militants appliquaient de manière expéditive un code pénal élaboré pour la circonstance³⁵. Cette administration parallèle est implicitement reconnue par Colombo qui a notamment renoncé à collecter les impôts et taxes dans ces régions. Cette volonté des Tigres de concrétiser l'exercice du pouvoir et de prouver leur capacité à gérer démontre la possibilité de se débarrasser de la tutelle cingalaise et de créer leur propre Etat. En ce sens, le chapelet de points de contrôle tenus par les LTTE permettant le prélèvement de taxes d'entrée et de sortie³⁶ du territoire et la vérification des documents d'autorisation de séjour marque bien concrètement la frontière de l'Eelam tamoul.

La diaspora est un réseau de soutien international très actif

Les Tamouls de Jaffna avaient une tradition migratoire affirmée de longue date. Ce courant élitiste s'était accru après l'indépendance, bien avant le déclenchement du conflit. Anglophones et diplômés, ils se sont bien intégrés dans la plupart des pays du Commonwealth où ils s'étaient installés. Un deuxième flux migratoire tout aussi ancien et motivé par des raisons économiques menait quant à lui principalement vers les riches pays du golfe. Enfin, à partir de 1983, le courant migratoire forcé des tamouls fuyant les zones de guerre a plutôt concerné les classes moyennes et a constitué à l'étranger

³³ C'est un système de transfert d'argent dans lequel l'argent est confié à un premier intermédiaire qui contacte son homologue du pays de destination pour assurer la prestation auprès du destinataire.

³⁴ Ce sont surtout des agences de voyages, des restaurants et des épiceries.

³⁵ Eric Meyer, *Sri-Lanka entre particularisme et mondialisation*, p.147.

³⁶ Aline Angoustures et Valérie Pascal, *Economie des guerres civiles*, « Diasporas et financement des conflits », p. 503. Le LTTE prélève des taxes pour les déplacements entre l'Inde et la péninsule, et entre la péninsule et Colombo. Ces «taxes de sortie» ont été soulignées par le HCR dans son rapport de 1995 «Les réfugiés dans le monde» (La Découverte) comme contribuant fortement à l'augmentation du prix de l'émigration pour les Tamouls.

des pôles d'ancrage de réfugiés déclarés ou non, vivant en vase clos et souvent dans des conditions précaires. Ces différentes strates de la diaspora ont été rapidement investies par l'appareil politique du LTTE³⁷. Cette communauté dispersée dans au moins 48 pays³⁸ constitue autant de relais de la cause tamoule, assurant sa promotion et contribuant à son effort de guerre. Pourtant les oppositions muettes à la cause ne manquent pas mais l'emprise des Tigres est très prégnante sur la vie sociale au Sri Lanka comme partout ailleurs dans le monde. Le LTTE est comme un Léviathan³⁹ : « une force dictatoriale à laquelle les Tamouls ont confié leur sécurité collective et leur émancipation en tant que peuple mais en abdiquant leur liberté individuelle ». Pour les plus anciens, VP reste le sauveur du peuple tamoul et le seul capable de réaliser leur Eelam.

2.2. Les insuffisances du GoSL

2.2.1 Les incohérences du système politique

Le pouvoir politique est fragile avec une incapacité chronique des deux grands partis à dégager une majorité et à gouverner hors d'une coalition. Les périodes d'alternance et de cohabitation ont donné lieu à une politique souvent chaotique sans véritable projet politique. Le traitement du dossier concernant le récurrent problème tamoul servait régulièrement de moteur de campagne. L'acharnement et le manque singulier de lucidité des autorités au début de la crise a conduit à un emballement qu'aucun expert n'avait envisagé. A ce moment, l'inaptitude à proposer et à valider un projet politique fédéral à l'image des modèles des voisins indiens ou malais, a conduit à une radicalisation de la mouvance tamoule. Depuis, aucun gouvernement avant celui de Chandrika Kumaratunga (SLFP) n'avait reconnu la politique de discrimination exercée par le GoSL à l'encontre des Tamouls. Sa politique de la main tendue et sa volonté d'un dialogue politique s'était pourtant heurtée à une fin de non recevoir du LTTE, formalisée par une attaque contre la SLN⁴⁰. La reprise des actions violentes et un attentat manqué contre elle la conduisirent à interdire le LTTE et à durcir sa position. La défaite de son parti aux élections de 2001 l'a contraint à une période de cohabitation avec son rival Ranil Wickremesinghe (UNP). Elle désapprouva fortement la reprise des négociations avec les rebelles et devant l'agitation croissante, relayée par une frange non négligeable de la classe politique et de

³⁷ Le réseau s'est étendu progressivement à partir de Londres, centre névralgique du système dès les années 70 ; le Tamil Liberation Organisation (TLO) fut à cette époque absorbée par le LTTE et entreprit l'essaimage de la propagande tamoule au niveau européen puis mondial.

³⁸ En 1995, alors qu'il y avait à Sri Lanka environ 2 millions de Tamouls, les estimations officielles du nombre de ces derniers émigrés en occident étaient de 530.000 : 100.000 au Canada, 70.000 en Grande-Bretagne, 65.000 en Allemagne, 60.000 en France, 60.000 en Italie, 53.000 en Inde, 30.000 au Danemark, 23.000 en Suisse, 20.000 aux Etats-Unis, 15.000 en Norvège, 15.000 en Suède, 10.000 en Australie, 5.000 aux Pays-Bas et 4.000 en Grèce.

³⁹ Cédric Gouverneur, *Un Etat de facto pour les Tigres tamouls*, Le Monde diplomatique, février 2004.

⁴⁰ L'attaque de deux patrouilleurs sri-lankais mouillés en rade de Trincomalee, le 19 avril 1995, signa le premier engagement de la « troisième guerre tamoule ».

l'opinion publique cingalaise, elle provoqua la démission de trois ministres du gouvernement et la dissolution du parlement. Elle remporta de justesse les élections anticipées qui suivirent mais dû composer une coalition avec le JVP pour asseoir sa majorité. Cette dépendance des partis classiques vis-à-vis des extrêmes est récurrente obligeant à des alliances contre nature. Ce type d'anomalie se rajoute à celles des successions dynastiques itératives, du clientélisme et de la corruption exacerbés qui mine un système politique discrédité dans son incapacité à gérer pacifiquement les crises. La vie politique n'est pas empreinte de sérénité car la violence, omniprésente lors des campagnes électorales, est entretenue par des bandes d'hommes de main à la solde de certains partis. Les lois anti-terroristes appliquées lors du régime d'exception ont fait vaciller la démocratie du fait de violations répétées des droits de l'homme et d'abus sur une presse vigoureusement muselée. Laboratoire politique expérimental durant la colonisation, les assertions passées concernant la maturité politique du pays ne seraient plus de mises⁴¹.

2. 2. 2 Les points faibles des forces armées

Les hautes autorités militaires semblaient persuadées d'être capable de contrôler la rébellion depuis la reprise de Jaffna en décembre 1995. Le précédent des déconvenues de l'IPKF n'avait guère interpellé le haut commandement sri-lankais et les généraux s'étaient progressivement discrédités au gré des revers militaires.

L'armée sri-lankaise est forte de 154 000 hommes toutes armées confondues. Pourtant, en dépit d'une supériorité numérique dans un rapport de dix contre un, l'armée sri-lankaise n'a jamais été en position de tenir les zones rebelles. Pendant les deux premières guerres tamoules, elle a mené une guerre de position, cantonnée dans des camps militaires retranchés, disséminés dans le nord et l'est du pays et localisés en zones périurbaines. Ainsi, le fort de Jaffna et les camps militaires de Kilinonichchi, de Mullaittivu et d'Elephant Pass sont tombés aux mains du LTTE après de courtes périodes de siège entraînant des prises de matériels et d'armement considérables. Dans cet espace de combat de type lacunaire, des manœuvres aéromobiles ou amphibies se sont fréquemment avérées nécessaires pour dégager des unités isolées. La SLN (Sri Lanka Navy) et la SLAF (Sri Lanka Air Force) se sont illustrés en assurant leur soutien logistique sous le feu ennemi du fait de la coupure des axes routiers. La sensation de vulnérabilité des troupes soumises au harcèlement continu des rebelles les conduisaient à commettre des représailles à l'encontre des populations civiles, exacerbant encore leur hostilité envers l'occupant. Les positions fortifiées du LTTE permettaient de verrouiller des axes

⁴¹ Le LTTE a montré sa volonté de pérenniser la crise en manipulant les élections présidentielles de 2005. Le boycott des urnes imposé à la population tamoule a délibérément écarté le candidat prônant la négociation pour laisser gagner le candidat de la ligne dure cinghalaise.

vitaux comme l'A9 menant à la péninsule de Jaffna grâce à des chapelets de bunkers ceinturés de réseaux de tranchées et de zones minées⁴². Le Tigre, combattant opiniâtre et audacieux, réputé pour ne pas faire de quartier était particulièrement redouté face au soldat bouddhiste qui avait tendance à combattre avec réticence. Les troupes gouvernementales essayaient ainsi des pertes importantes lors de chaque opération, étant de surcroît minées par de nombreux cas de suicides⁴³ et de désertions. De plus, ces déserteurs se constituaient en bandes armées, majorant encore l'insécurité des campagnes. Les armées peinaient à maintenir leurs effectifs à cause de la pauvreté du recrutement. Les matériels en service dans les brigades blindées, et mécanisées ainsi que dans l'artillerie se prêtaient mal au combat dans un milieu de jungles ou de lagunes. L'amphibie et l'aéromobile ont prouvé leur efficacité mais les moyens étaient limités et la sécurité des opérations était insuffisante en l'absence de maîtrise effective de la supériorité aérienne et de la sûreté du littoral. Les Cinghalais n'avaient pas de tradition maritime contrairement aux Tamouls. Leur flotte modernisée mais insuffisamment étoffée restait impuissante face à la menace navale des Tigres. Quant à la SLAF, fondée seulement en 1951, elle fut longtemps dépourvue de moyens, devant s'appuyer sur des matériels obsolètes de la deuxième guerre mondiale. Faute de budget, ses vecteurs d'aérotransport furent même pendant un moment, loués à l'industrie du tourisme! Sa modernisation et sa dotation en avions de chasse lui permit les appuis au sol et les reconnaissances offensives. La supériorité aérienne des SLAF longtemps exclusive devait être remise en cause par la menace grandissante de la défense antiaérienne adverse. L'analyse des trois guerres tamoules a permis d'expliquer en partie les succès des Tigres par le caractère peu incisif des unités de mêlée sri-lankaises et l'insuffisance d'exploitation des unités d'appuis trop facilement neutralisées ou capturées. L'adversaire tamoul, bien équipé, organisé et rompu aux tactiques pragmatiques inspirées de l'Arthashastra⁴⁴, a su exploiter l'inefficacité des services de renseignement de son adversaire, sa mauvaise coordination interarmées et les insuffisances de sa logistique.

2. 2. 3. La position intransigeante du clergé bouddhiste

Depuis des siècles, le clergé bouddhiste s'est rendu incontournable dans la vie de la cité et notamment au niveau politique. Le Sangha a régulièrement tenu des positions radicales, amplifiées dès l'accès du pays à l'indépendance en se mettant en droite file dans l'affirmation identitaire véhémement du peuple cinghalais. Traditionnellement investi de la sauvegarde du bouddhisme sous sa forme la plus aboutie, il a réaffirmé sans relâche les liens de causalités entre la défense de la primauté du bouddhisme et l'intégrité de son territoire d'élection. Le bouddhisme cinghalais, maintes fois menacé de disparition

⁴² 20 millions de mines polluent le nord du pays sans plan précis de leur dissémination notamment à Jaffna. Le déminage sera un des enjeux préalables à la reconstruction.

⁴³ Ces suicides fréquents sont réalisés avec les capsules de cyanure prise au cou des combattants tamouls tués.

⁴⁴ Traité indien d'économie et de politique de Kautilya datant de 250 av JC qui définit également des principes de stratégies et des règles de tactique comme par exemple être le plus fort en un point donné, savoir se retirer suivant les circonstances ou se fournir en armes chez l'ennemi.

du fait des Tamouls, a figé dans l'imaginaire populaire le mythe du moine soldat garant de la survie de la religion. Chacun des deux partis à s'être succédé au pouvoir a tenté de s'attirer le soutien ou tout au moins ne pas s'aliéner ce pouvoir à la fois économique et spirituel. Bien que la frange extrémiste des moines ne représente qu'une petite proportion des 20.000 moines du Sri Lanka, son militantisme pouvant endosser des formes extrêmement violentes, continue de susciter des échos favorables au sein d'une partie non négligeable de la population. Son action représente foncièrement un danger pour la paix par les résonances inquiétantes relayées au sein du Jathika Hela Urumaya (JHU) et des associations bouddhistes.

2. 2. 4. Le JVP dans un rôle de contrepoids radical

Le parti marxiste n'a plus d'assise populaire véritable à part dans le district d'Hambantota. C'est une force politique sur laquelle il faut néanmoins compter depuis que C. Kamaratunga a été contrainte de former une coalition avec lui en 2001. Les 36 sièges au parlement attestent dorénavant de son nouveau poids politique.

Son leitmotiv est de refuser tout dialogue avec le LTTE et de prôner une ligne politique dure. L'actuel président Rajapakse pourrait se faire le relais de ce courant qui usera de toute son influence pour faire capoter d'éventuels accords.

2. 2. 5. L'épineux problème musulman

Les musulmans ont fait l'objet de nombreuses persécutions depuis un siècle. En 1915, les cinghalais s'étaient livrés à des pogroms anti musulman sous le prétexte d'une trop grande collaboration avec l'occupant anglais. Depuis, les musulmans effrayés par une partition les mettant sous la coupe des hindous dans les districts de l'est, se sont alliés avec la majorité cinghalaise. Le LTTE a procédé à une véritable campagne de purification ethnique dans le nord mais ses tentatives dans l'est se sont heurtées à un rapport démographique défavorable, les musulmans étant majoritaires dans de nombreux secteurs. Les enlèvements suivis de meurtres, les tentatives d'intimidation et surtout le racket n'ont pas provoqué les mouvements de population escomptés. La détermination de cette minorité à résister se retrouve dans la création de milices qui en leur temps ont procédé à des représailles contre les Tamouls en appui des troupes régulières cinghalaises. La volonté de représentation des différentes tendances sous une bannière confessionnelle unique a été un échec. En effet, Hakeem et son parti, le Congrès musulman ont été récusés par leurs pairs par manque de représentativité. Ces différentes tendances s'accordent néanmoins toutes contre le projet de partition de l'île. C'est pour cela que le LTTE s'est opposé farouchement à leur volonté de représentation et a exclu formellement leur participation aux réunions de Genève.

2. 2. 6. L'irresponsabilité d'une grande partie des médias

Les médias inféodés au pouvoir de part et d'autre ont continué de magnifier les actes de bravoure et les massacres tournés en faits de guerre. La partialité du propos transparaisait dans le style acerbe et sans concession qui stigmatisait l'ennemi en véhiculant souvent un discours de haine. Les médias ont eu une grande part de responsabilité lors des flambées de violences qui ont secoué le pays et ils ont souvent été des instruments de propagande ou de contre propagande aux mains des politiques en limitant l'accès du citoyen à des informations objectives et éclairées. Le cadre de la guerre des communiqués et des articles convenus a été débordé par la transposition de la violence lors d'actions d'intimidations, d'enlèvements ou d'assassinats de journalistes voire même d'attentats contre des rédactions dénoncés par Reporters sans frontières.

La presse au-delà de son caractère généralement partisan, n'offre pas d'ouverture à l'esprit démocratique et il est surprenant de voir que des négociations de paix aient été assimilées d'emblée à une inéluctable partition du pays. Pour autant, plus de 60% des cinghalais s'opposent aux négociations en cours à Genève alors que les trois quart aspirent à la paix... Depuis l'accession à l'indépendance, les groupes de presse étaient très concentrés et proches des milieux d'affaires et du pouvoir en place. Par la suite, la censure ou des actions plus coercitives n'ont jamais manqué de brider toute tentative de sortir des lignes éditoriales convenues. De plus, en période de vigilance antiterroriste, la presse comme les opérateurs n'ont pas fait preuve d'une grande pédagogie dans la sensibilisation des populations aux conduites à tenir face aux attentats.

2.3. Les contributions extérieures à la déstabilisation

2.3.1. Les aides extérieures au LTTE

Une aide étatique souterraine plus ou moins consentie

Le LTTE, après l'interruption de l'aide de l'Inde, a bénéficié longtemps de l'appui de certains pays, soutiens habituels des mouvements terroristes : la Lybie et la Corée du Nord. D'autres Etats, hôtes plus ou moins consentants, abritent encore des camps d'entraînement et des bases navales ou logistiques. Ces Etats ont laissé, par complaisance ou intérêt, se développer ces plateformes multifonctionnelles, carrefour des trafics de drogue et d'armements. Certains ont essayé de réagir comme le Cambodge qui a saisi des stocks d'armes importants dans des dépôts de transit. La Thaïlande qui abritait près de Phuket une base des Tigres a procédé à des interceptions en mer de navires transportant des cargaisons de drogues ou d'armes. De même, les camps d'entraînements établis en Afrique du Sud avec le consentement de l'ANC auraient été démantelés suite à une opération des forces sud-africaines.

Des échanges ou aides informelles

Dans le passé, le FATAH, la branche armée de l'OLP avait formé les cadres militaires des Tigres dans leurs camps au Liban. Depuis le LTTE entretenait des contacts nombreux avec la plupart des mouvements insurrectionnels d'Asie. Les ventes triangulaires drogues- armes- services, le transport logistique de ces cargaisons illicites et des bureaux spécialisés disséminés dans le monde faisaient du LTTE une entreprise criminelle au potentiel d'extension encore important. L'Afghanistan au travers du Pakistan et le Myanmar étaient les principales sources d'approvisionnement en armes. L'implantation de cellules auprès des pôles financiers de Singapour et de Hong Kong permet de côtoyer des entreprises criminelles spécialisées et de monter les affaires. Les matériels soviétiques circulant en Asie centrale ou venant d'Ukraine⁴⁵ et des productions provenant du continent africain (Afrique du Sud et Mozambique) continuent d'alimenter ce réseau tissé par le fameux département KP.

2.3.2. Les aides extérieures au profit du GoSL

La vigilance de l'Inde

L'importance de l'Inde reste prépondérante en Asie du Sud. De nombreux antagonismes ont surgit avec la contestation de ses voisins dont le plus véhément reste régulièrement le Pakistan. Sri Lanka, sans être directement hostile, tenait à se démarquer du monde indien et jouait la carte de sa spécificité insulaire et socioculturelle. Ses divers rapprochements avec des grandes puissances étrangères (Etats-Unis et Royaume uni) ont toujours provoqué des réactions exacerbées du grand voisin indien comme lors de son retrait du mouvement des non alignés. Le transit, en 1971, d'avions pakistanais sur le sol ceylanais et de navires étrangers dans la rade de Trincomalee ne manqua pas d'exaspérer l'Inde. De plus dans le cadre d'un accord riz-caoutchouc avec la Chine, la coopération s'étendit à une utilisation de ce même port en eaux profondes de Trincomalee, emplacement éminemment stratégique pour le contrôle de l'Océan indien. L'Inde décida d'intervenir dans la crise sri-lankaise en parachutant dans un premier temps de l'aide logistique aux Tamouls lors du siège de Jaffna par les troupes gouvernementales. Devant l'agitation croissante des Tamouls du Tamil Nadu, elle proposa une conférence de médiation à Thimphu (Bhoutan) qui devait échouer. Elle s'interposa alors dans le conflit en négociant des avantages portuaires exclusifs et la certitude d'éloigner les grandes puissances de son pré carré. L'IPKF (Indian Peace Keeping Force) forte à quelques milliers d'hommes à ses débuts devait séparer les belligérants. Le gouvernement sri lankais soucieux de réduire l'emprise des grandes puissances occidentales et surtout de contrôler l'opposition armée du JVP dont l'influence ne cessait de grandir dans le sud avait avalisé cette option. Cette force d'interposition devant les escarmouches des Tigres dut se renforcer à hauteur de 20 000 hommes pour accentuer le contrôle de zone car l'armée

⁴⁵ En plus de l'armement, ce sont des explosifs de type TNT ou RDX qui ont été fournis, utilisés par la suite pour de nombreux attentats. Des sociétés écrans ont organisé les transactions de l'ordre de plusieurs dizaines de tonnes.

sri-lankaise s'était globalement retirée de la ligne de front pour être déployée dans le sud. Lorsque le désarmement des rebelles fut décidé, l'IPKF n'avait pas les moyens de remplir cette mission. A la suite du suicide de douze Tigres prisonniers de l'IPKF, des actions de contre guérilla allèrent en s'amplifiant portant rapidement ses effectifs à 60 000 hommes. Les actions de « hit and run » allaient désorienter des troupes indiennes non préparées, dépourvus de moyens lourds, de logistique et surtout de structures de renseignement. L'action en jungle dans laquelle excellaient les rebelles causa des pertes importantes au niveau de troupes auxquelles les renforts ne contribuaient pas à donner un avantage significatif. Le manque de clarté du mandat et la supplantation des chefs militaires par les politiques n'a pu qu'exacerber le ressentiment des troupes déployées sur le terrain sans les moyens adéquats. Les pertes s'élevèrent à plus de mille morts côté indien de 1987 à 1990 et les Tigres tirèrent de leurs succès militaires un prestige supplémentaire. L'IPKF se retira sans gloire de Sri Lanka après cette opération qualifiée de « Vietnam de l'Inde » avec des conséquences durables sur son prestige régional. Depuis, l'Inde se contente de former les militaires sri-lankais à l'école de la contre guérilla, de fournir une aide financière et un certain nombre de matériel dont des hélicoptères Chetak. La marine indienne surveille de près le détroit de Palk en coopération avec la SLN. De même les services de renseignement indiens (RAW) s'inquiètent des liens étroits du LTTE qui finance les mouvements indépendantistes du Tamil Nadu et ceux des Dalits⁴⁶. L'implication de l'organisation dans l'approvisionnement en armes des Naxalites⁴⁷ et de quelques mouvements sécessionnistes du nord-est du pays et surtout l'assassinat du premier ministre indien Rajiv Gandhi en 1991, avait rendu la séparation irréversible. En fait, la rupture est consommée avec le LTTE car l'Inde ne veut en aucun cas voir réémerger l'idée d'un Dravidistan⁴⁸.

Les intérêts ambigus de la Chine

Le Sri Lanka présentait depuis longtemps un intérêt géostratégique pour la Chine (République populaire de Chine). La défiance continuelle de Colombo envers Delhi allait dans le sens de sa stratégie d'endiguement de l'Inde, sa grande rivale régionale. La position de l'île à la croisée de grandes routes maritimes avec ses prédispositions portuaires à Trincomalee et sa baie en eaux profondes abritée en toutes saisons offraient une opportunité de contrôle de cette portion d'Océan Indien. Dans cette optique, aux simples accords commerciaux des débuts, au cours des années 50, ont succédé des actions de coopération d'orientation plus militaire. En 1972, la livraison à titre gracieux de cinq patrouilleurs rapides allait être le début d'une coopération militaire soutenue qui n'allait fléchir que le temps de l'accord indo-sri lankais de 1987 pour repartir à la hausse dès 1990. Ces liens allaient

⁴⁶ C'est un mouvement armé revendiquant des droits pour les Intouchables, des exclus de la société issus des castes les plus basses.

⁴⁷ Ce mouvement de guérilla maoïste écume le nord de l'Inde et brave Delhi depuis de nombreuses années.

⁴⁸ La réunion du sud de l'Inde aux deux régions nord du Sri Lanka au sein d'un nouveau pays appelé Dravidistan est une émanation du concept pan tamoul.

être renforcés car les livraisons d'armes chinoises gratuites étaient nettement préférées au matériel américain à payer en devises. La RPC principal fournisseur d'armes de toute la région, demeurait également le premier fournisseur du Sri Lanka avec l'adjonction ces dernières années d'un soutien technique par des conseillers militaires. Soucieuse de préserver à tout prix les routes maritimes vitales pour sa croissance, la RPC avait patiemment œuvré pour jalonner cet axe de ports d'attache. Les projets de coopération avec le Pakistan pour le port de Gwadar, avec le Myanmar pour celui de Sittwe et avec le Bangladesh pour celui de Chittagong poursuivaient cet objectif. Le port de Trincomalee, aménagé du temps de la colonisation britannique revêtait déjà à l'époque une importance stratégique. Des liens privilégiés entre les deux pays pouvaient compléter ce dispositif de bases au profit de la marine chinoise afin d'assurer la sauvegarde et la sûreté maritime de cet axe essentiel. Cet ensemble de points d'appui lui permettait de contrebalancer la puissance navale indienne ascendante au cœur même de sa zone naturelle d'influence. L'installation d'une station d'écoute chinoise sur des îles birmanes dans le golfe du Bengale a largement attiré l'attention des Indiens et des Américains. L'aide économique cumulée avec des échanges culturels et commerciaux croissants ne manqueront pas de raffermir des liens que l'Inde surveille avec attention. Même si les relations indo – chinoises sont devenues moins tendues, des tensions futures entre les deux géants pour le contrôle de l'océan indien et de ses routes commerciales seront inéluctables.

L'intérêt grandissant des Etats-Unis

Les Etats-Unis marquent un intérêt de plus en plus marqué pour cette région dans sa stratégie d'encerclement de la Chine. Le contrôle des routes maritimes entre l'Europe et l'Asie au travers de cette zone très fréquentée de l'Océan Indien revêt un intérêt capital. Cette volonté de rapprochement avec le Sri Lanka s'est concrétisée en 1997 par l'interdiction explicite du LTTE sur le territoire américain après son inscription sur la liste des organisations terroristes. Le secrétaire d'Etat Colin Powell a réaffirmé le rejet par les Etats-Unis d'un Etat tamoul indépendant et du soutien du gouvernement américain à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Sri Lanka. En 1999, le LTTE a introduit un recours auprès de la Cour Suprême des Etats-Unis contre la décision prise par Madeleine Albright de les maintenir sur cette liste. Or, depuis les enquêtes⁴⁹ concernant les liens supposés entre l'Al Qaeda et le LTTE, ce dernier a peu de chance de se débarrasser de son étiquette d'organisation terroriste.

Depuis, une aide financière américaine significative (environ 500 millions de dollars par an) a été mise en place ainsi qu'une coopération militaire initiée en 1996 au profit des trois armées et de la police. L'accent a été mis sur le rétablissement de l'ordre et sur les manœuvres navales et amphibies grâce à l'expertise de l'U.S Navy et des U.S Marines. Dans le cadre de sa lutte contre le terrorisme, son

⁴⁹ Les attentats suicide contre l'USS COLE à Aden et du 11 septembre ont montré des similarités avec la méthodologie des Tigres. Les enquêtes devaient démontrer les liens existants entre Al Qaeda et le LTTE qui dément cette relation invouable.

objectif est d'éviter absolument une contagion en Asie maritime avec l'éclosion de nouveaux groupes armés susceptibles de s'appuyer sur l'expertise incontestable du LTTE.

Les autres appuis

Le Pakistan qui s'oppose à l'hégémonie indienne en Asie du sud coopère étroitement avec le Sri Lanka avec une aide surtout militaire. Il soutient et se préoccupe régulièrement du sort de la minorité musulmane opprimée par les Tamouls hindous. On peut mentionner l'Ukraine et Israël qui demeurent des partenaires essentiels, fournisseurs d'armes de longue date du Sri Lanka.

3. Les facteurs de rétablissement

3.1 L'émergence de vulnérabilités critiques au sein du LTTE

3.1.1 Les carences en ressources humaines

Le conflit du Sri Lanka dure depuis plus de vingt ans et les pertes du LTTE ont été estimées à 17 000 combattants. La volonté d'échapper à la guerre, à la précarité et au recrutement forcé a provoqué d'importants mouvements de populations privant le mouvement d'une partie de ses potentialités de recrutement. Suite au tsunami du 26 décembre 2004, les Tigres ont perdu entre 700 et 2000 combattants. Les capacités de recrutement s'étant taries au nord, la poursuite de l'effort de guerre s'est reportée sur la région de l'est, toujours au détriment des plus défavorisés. Le scandale de l'incorporation dans les rangs rebelles de jeunes sinistrés orphelins a contribué à ternir encore plus l'image des Tigres, épinglés à de multiples reprises par l'UNICEF et d'autres ONG. Face à l'hostilité de l'opinion internationale, les Tigres ont renoncé un temps aux enlèvements mais de nombreux cas d'évasions d'enfants des camps d'entraînement des Tigres attestent de cette violation persistante des droits de l'homme.

3.1.2. L'amplification des divisions au sein de la mouvance tamoule

Les recrutements impopulaires répétés ont finis par provoquer la sécession d'une fraction des Tigres de l'Est sous la férule du colonel Karuna⁵⁰. Des actions fratricides sous forme d'embuscades et d'assassinats ciblés ont davantage privés le mouvement d'une partie de son soutien populaire dans cette région. Le colonel Karuna a réussi à échapper à toutes les tentatives d'élimination lancées par les « nordistes » mais il bénéficierait d'une protection gouvernementale. Bon nombre de ses cadres démobilisés auraient renoncé à la lutte armée et auraient quitté les zones encore contrôlées par le

⁵⁰ Vinayagamoorthi Muralitharan de son vrai nom, avait remplacé en 2003 le chef de guerre Karikalan à la tête des districts de Batticaloa et d'Amparai. L'absence de personnels issus des provinces de l'Est dans le directoire du LTTE ainsi que la sollicitation opérationnelle continue des unités de l'est avait exaspéré cet ancien garde du corps de V.Prabakaran qui avait fait sécession.

LTTE mais d'autres séviraient au sein d'unités paramilitaires. Cette fronde concerne au moins 400 guérilleros dont la perte pour le mouvement n'est pas négligeable. Elle révèle, par son ampleur et sa brutalité, le profond malaise régnant entre la classe dirigeante de Jaffna et les éléments périphériques de l'est à Trincomalee et à Batticaloa.

Ce mouvement foncièrement autocratique exerçait déjà depuis 1987, des purges internes répétées mais les actions externes comme les meurtres programmés de militants ou de dirigeants des autres organisations séparatistes⁵¹ ont accentué encore les pertes au sein de la mouvance tamoule. La politique de terreur a réussi à faire taire toute contestation mais l'opposition diffuse et larvée attend son heure. Les paramilitaires tamouls travaillant pour le gouvernement et le plus souvent originaires des plantations continuent leurs exactions avec la complicité tacite des forces régulières. Ces actions fratricides devaient cesser avec les accords de cessez le feu. Le démantèlement prévu de ces unités irrégulières n'ayant pas été entrepris, elles continuent à sévir surtout à l'est.

La plupart des deux cent meurtres qui ont émaillé l'accord de 2002 concerne principalement les Tamouls. Le LTTE semble se fissurer mais il reste suffisamment dangereux pour tenir sous sa coupe un peuple globalement las de la guerre mais dépourvu de perspectives.

3.1.3. Les répercussions de la lutte anti terroriste mondiale

Les attentats du 11 septembre ont marqué de manière durable les relations internationales. Les Etats-Unis ont accentué la lutte anti terroriste et pris un train de mesures regroupé dans le Terrorist Act. Depuis 1997, le LTTE figurait sans discontinuer sur la liste des groupes terroristes répertoriés par le Département d'Etat américain⁵². Les moyens considérables déployés pour lutter contre le terrorisme au niveau mondial n'ont pas manqué d'affecter sérieusement l'organisation d'autant que ses liens soupçonnés avec la nébuleuse Al Qaeda⁵³ ont davantage mis à mal son image de mouvement de libération respectable. D'autres pays anglo-saxons (Australie, Canada) ont également interdits les activités des LTTE sur leur territoire. La Grande Bretagne l'a interdit plus tardivement en 2001 et enfin l'Union européenne en 2004. Les manifestations de sympathisants et les manœuvres de groupes de pression essaïmés dans la plupart des capitales occidentales n'ont guère été en mesure d'infléchir ces décisions de mise au banc de cette organisation au radicalisme avéré. D'autres pays d'Asie⁵⁴ qui subissaient plus particulièrement ses trafics et ses opérations illicites sur leur sol sont devenues moins tolérantes et ont suivi cette dynamique en lançant des opérations coup de poing et des mesures de rétorsion. Cela représente un échec cuisant pour ce mouvement se réclamant d'une lutte pour

⁵¹ EROS, TELO, PLOTE, ETLF ont perdu bon nombre de leurs cadres et même dirigeants, surtout après 1987.

⁵² Cette liste d'organisations terroristes élaborée à l'aide de critères objectifs est réévaluée tous les deux ans par le Département d'Etat américain.

⁵⁴ Des armes interceptées en Thaïlande étaient des lanceurs de missiles de type Carl Gustav et des armes de poing de type HK Mark 23 et des Glock avec silencieux.

l'émancipation et la liberté d'un peuple et qui s'était bien gardé d'apparaître défavorablement aux yeux des diverses opinions publiques. A la longue, la contre propagande des ambassades du Sri Lanka auprès des pays hôtes, beaucoup moins élaborée que celle des Tigres, a été dopée avec la médiatisation des démantèlements de filières terroristes affiliées au LTTE. Bien qu'il ne survienne plus d'attentats sanglants, la pérennisation des atteintes aux droits de l'homme a conduit à un isolement diplomatique du LTTE. En août 2005, l'assassinat du ministre des affaires étrangères, Lakshman Kadirgamar, d'origine tamoule mais fervent opposant aux Tigres, avait provoqué une vive émotion dans le monde. La réprobation a été unanime faisant encore perdre des sympathisants au LTTE.

3.1.4. L'accentuation de la lutte contre la criminalité organisée

La nébuleuse LTTE commence à subir les effets de la lutte contre le crime organisé et sa coordination au niveau mondial. Les connections étroites entre les circuits d'approvisionnement du terrorisme et ceux de la grande criminalité ont été démontrées au niveau national comme international. Le LTTE a toujours eu le souci de véhiculer une image positive auprès des opinions publiques par ses activités de propagande et de publicité. En revanche, il existe tout un versant sombre de cette organisation constituée de multiples cellules aux activités occultes extrêmement cloisonnées. Cette entreprise criminelle possède des connections dans de nombreux pays et toutes les activités décentralisées sont supervisées à partir du Sri Lanka. Elle commence seulement à être révélée par des affaires judiciaires ou des prises spectaculaires concernant le trafic de drogue. Les services de police sont dorénavant attentifs aux multiples répercussions de l'économie parallèle. Par exemple, le trafic des pierres semi précieuses comme les rubis du Sri Lanka représentent de conséquents revenus illégaux. Ce marché hautement spécialisé nécessite une bonne connaissance du milieu et de solides bases techniques. Ce sont ces capacités remarquables à s'adjoindre des experts de toutes spécialités et de haut niveau qui permettent de s'intégrer dans les réseaux transnationaux et de déjouer la vigilance des polices. Interpol qui a pourtant les Tigres en ligne de mire depuis de nombreuses années n'a remporté que quelques succès très limités. Une réelle connaissance de terrain avec des protocoles réglés réduit le taux d'échecs de ces entreprises « mafieuses ». Les ateliers clandestins rompus à la fabrication de faux documents administratifs ou de fausses pièces d'identités difficiles à déceler sont vraiment complémentaires des trafics d'armes ou de clandestins. Les attaques de banques des débuts du mouvement sont devenues trop visibles par rapport aux activités de racket ou de prostitution qui continuent de s'étendre. De même, les enlèvements de riches tamouls dans le sud de l'Inde restent une activité lucrative. Ces activités à mi chemin entre le banditisme et la grande délinquance sont consécutives à l'émergence dans les pays européens, de gangs ethniques⁵⁵ qui ne manquent pas de se livrer des luttes de contrôle territorial. Malgré les consignes de discrétion du LTTE, des faits divers

⁵⁵ Des bandes organisées comme les Mukka Bala, les Snake ou les Waunila sévissent dans le nord parisien. De même, les Snow Tigers existent depuis de nombreuses années et ils sont connus et surveillés par la police canadienne.

sanglants surviennent régulièrement entre bandes rivales et la mauvaise publicité attire une attention non souhaitée des autorités locales notamment sur les modalités des collectes de fonds.

En cas de flagrant délit, la machinerie juridique de l'organisation se charge, où que ce soit d'assister ses membres. L'organisation n'est guère rebutée par les coûts exorbitants occasionnés par les prestations des prestigieux cabinets d'avocats américains et les failles des systèmes judiciaires sont efficacement exploitées.

3.1.5. L'effritement des soutiens et la contestation montante de la diaspora

La portée symbolique de l'incendie de la bibliothèque de Jaffna, épice de la culture tamoule au Sri Lanka, avait provoqué un afflux massif de dons spontanés. Depuis, la collecte de fonds était devenue systématisée avec une contribution plus ou moins volontaire de chaque famille tamoule expatriée. Soutenir l'effort de guerre était le leitmotiv avec des campagnes de propagandes exacerbant les exactions des forces de sécurité sri-lankaises. Cet effort a pu couvrir jusqu'à 80% du budget défense de l'organisation et il aurait culminé à près de mille dollars par famille aux temps forts de la campagne de Jaffna en 1995. Chaque cellule nationale est en mesure de lever régulièrement l'impôt en s'appuyant sur des bases de données remises à jour en permanence et fichant chaque individu de la communauté.

L'enlisement du conflit a provoqué une certaine lassitude au niveau des jeunes générations occidentalisées. Celles-ci ne se privent plus de contester la représentativité du LTTE et son caractère autocratique. Pourtant, dans l'esprit des anciens qui restent généralement des inconditionnels de VP, il reste le seul recours pour l'accession à un Eelam libre et indépendant. Les intimidations et les pressions des antennes locales des Tigres ne suffisent plus et les recours à la violence se multiplient, défrayant la chronique des faits divers. En retour, des cas de représailles commencent à survenir comme lors d'incendies de locaux appartenant au LTTE. Les membres de la diaspora installés de longue date deviennent de plus en plus réfractaires aux agissements de l'organisation qui perturbent leur bonne intégration dans le pays hôte. De plus maintenir la mobilisation à un niveau élevé s'avère difficile depuis l'instauration du cessez le feu en 2002.

3.1.6. La décrédibilisation du mouvement sur le plan international

La plupart des pays occidentaux ont eu longtemps une attitude complaisante vis à vis du LTTE. Le mouvement avait bénéficié à ses débuts d'un capital sympathie important généré par la compassion pour les Tamouls victimes des excès d'un pouvoir sri-lankais radical. Depuis, l'appareil de propagande très performant des Tigres ne parvient plus à masquer les côtés douteux de sa lutte pour la liberté et l'indépendance.

L'opinion internationale plutôt indifférente ne se montrait pas foncièrement défavorable surtout que la mouvance tamoule n'était pas encore dominée par le LTTE. Le manque de maturité politique s'est concrétisé par l'absence d'exploitation des victoires militaires et des succès divers. La possibilité de négocier en position de force avec un GoSL, incapable de reprendre le dessus, aurait dû être envisagé. En fait, aucun des deux protagonistes n'a jamais vraiment été en mesure de remporter la partie.

La violence terroriste aveugle, les violations des droits de l'homme et les liens soupçonnés avec d'autres organisations terroristes et criminelles ont fini par déconsidérer le LTTE.

Le LTTE se réclamait du marxisme à ses débuts. Sa radicalisation exprimée au travers d'actions de plus en plus violentes s'est plus ou moins orientée vers une forme affirmée de nationalisme avec la revendication d'un « homeland » tamoul. Son programme politique n'a jamais été parfaitement clair, oscillant d'une autonomie plus ou moins élargie à une partition pure et simple de l'île. En septembre 2002, au début des pourparlers de paix en Thaïlande, les Tigres avaient annoncé qu'ils renonçaient à un état indépendant en échange d'une large autonomie avant de se rétracter. Ce manque de cohérence, se calquant sur des fluctuations conjoncturelles répétées, dénote d'un déficit de projet politique concret et d'une incapacité à dépasser le stade de la violence pour se situer à un niveau politico-stratégique.

La victimisation des Tamouls sri lankais par une répression à outrance l'a conforté dans l'impossibilité d'une cohabitation future. Pourtant, la solution fédérale est communément soutenue comme la seule solution viable. Aussi, le refus des Tigres d'adhérer à ce projet suscite une incompréhension grandissante dans la communauté internationale qui n'est plus disposée à fermer les yeux sur l'intransigeance du mouvement. Le principe d'un système fédéral octroyant une large autonomie, à l'image de la fédération indienne, serait la seule alternative à cette guerre d'usure délabrante à l'issue totalement aléatoire. Chaque partie campe sur ses positions et VP se satisfait de la situation actuelle, conscient de ses limites et de son impossibilité de réitérer ses exploits antérieurs. Il se satisferait presque de l'Etat de facto qui existe au nord du pays, à la réserve près que Jaffna perdue en 1996 soit rendue au peuple tamoul et qu'elle reprenne son statut de capitale de l'Eelam.

3.2. La reprise d'un jeu démocratique est elle envisageable au Sri Lanka ?

3.2.1 Le rapprochement des protagonistes suite au tsunami

La catastrophe de décembre 2004 a apporté des espoirs devant les élans de solidarité tant internationaux que nationaux. Les analystes pronostiquaient même une reprise significative du processus de paix. Les pertes humaines du tsunami s'élevaient à 30 000 morts et les dégâts étaient considérables le long des côtes de l'île. La dispersion des implantations rebelles de l'est ne les ont pas

empêchées de subir la destruction d'infrastructures comme le port de Mullaitivu dont le chantier naval serait hors d'usage⁵⁶.

Une fois la phase aigue du tsunami gérée, révélant au passage d'extraordinaires épisodes d'entraide et de coopération, la phase suivante de reconstruction avait relancé les polémiques et les antagonismes. Le souvenir du cyclone de 1978 et des carences coupables de l'aide gouvernementale aux provinces de l'est a entretenu le climat de méfiance. De même plus récemment, les Tamouls avaient compté sur leurs propres ressources pour aider les populations sinistrées suite aux inondations de l'été 2004. Il est vrai que le LTTE veillait jalousement à garder l'exclusivité dans l'organisation et la répartition des aides récoltées, répugnant à coopérer et à partager ces prérogatives avec le gouvernement. L'ampleur du désastre a finalement contraint les deux protagonistes à s'entendre pour la répartition de l'aide financière internationale qui n'avait pu être débloquée jusqu'alors faute d'accord. La mise en place d'un organisme conjoint de distribution de l'aide depuis juin 2005 est un premier exemple de coopération à suivre sur le long terme. Des ouvertures significatives semblent se dessiner avec surtout l'adoption par les Tigres d'un code de bonne conduite par l'ouverture en toute transparence de ses zones d'influence aux contrôleurs internationaux. D'autre part, le GoSL consent à travailler avec l'ORT (l'Organisation de réhabilitation Tamoule), émanation claire du mouvement sécessionniste, ce qui revient à une reconnaissance implicite du LTTE.

La répartition de l'aide représente de ce fait un enjeu pour les deux parties. Elle est empreinte de critères de destination ethnique ce qui ne cadre guère avec les considérations humanitaires d'usage mais elle demeure le seul moyen envisageable dans le climat de suspicion actuel. L'ampleur de la tâche s'ajoute aux difficultés prévisibles de tous ordres. Une véritable coordination et une implication des ONG locales doivent appuyer les organismes internationaux au profit d'une reconstruction cohérente et globale. Certes les microprojets⁵⁷ abondent au détriment de projets de grande envergure mais la restauration progressive de la confiance devrait inverser cette distribution. Ces ONG, acteurs de terrain, par nature impartiaux sont des témoins attentifs susceptibles de contribuer à restaurer un minimum de paix civile, seule condition propice à de véritables programmes de reconstruction.

3.2.2. La remise en question du bellicisme politique

La classe politique traditionnelle penche, après des années de conflits pour une solution politique négociée. Elle a bien conscience que même militairement défait, le LTTE perpétuerait le cycle de la violence et des attentats. La reprise des actions violentes dans un sud relativement épargné depuis la suspension des attentats suicide équivaudrait à un échec politique. La voie irréaliste de la répression à

⁵⁶ De nombreuses bases notamment extra territoriales ont été détruites comme celle de Thaïlande obérant considérablement les capacités navales du LTTE.

⁵⁷ Des reconstructions d'habitations, des adductions d'eau, des restaurations ou des livraisons de navires de pêche et surtout des opérations de déminage.

outrance pourtant encore soutenue par les extrémistes cingalais du JHU a montré ses limites et se retrouve dorénavant marginalisée.

L'effort de guerre a ruiné le pays qui a lui sacrifié des espoirs économiques prometteurs. Une moyenne de 2,5% du PIB lui aurait été consacrée depuis plus de vingt ans. Ce montant est certainement inférieur à la réalité du fait des aides extérieures diverses dont celle des Etats-Unis qui s'élevaient à environ 500 millions de dollars par an. De plus, la Chine et le Pakistan par des livraisons d'armes et l'Inde avec des aides financières et matérielles contribuent encore à augmenter la part du volume financier consacré à la défense et à la sécurité. La communauté internationale avait déjà en 2003, subordonné une aide à la reconstruction de 4,5 milliards de dollars à la reprise de négociations de paix. Suite au tsunami, la pression s'était à nouveau exercée sur le GoSL pour le déblocage de 3 milliards de dollars soumis à la concrétisation d'un accord.

3.2.3. Une armée cinghalaise modernisée et plus efficace

Grâce au renforcement continu de leur potentiel militaire, les généraux sri lankais pensent être en mesure de défaire militairement le LTTE. Bâti sur un concept de force de sécurité intérieure, l'armée sri-lankaise tient sa raison d'être du conflit avec les Tigres. Elle s'est affranchie du contrôle politique et bénéficie d'un budget d'exception sans avoir de compte à rendre. Cet effort financier conséquent a profondément modifié la structure d'une armée issue de l'héritage colonial.

L'acquisition de camions et de véhicules de transport de troupes blindés⁵⁸ a réduit les pertes chez les fantassins autrefois exposés faute de moyens lors des patrouilles à pied ou lors des transports en véhicules non blindés. La plupart des blessures étaient plus souvent consécutives à l'explosion de mines qu'à des actions de combat. Autrefois limitées, les composantes amphibie et aéromobile ont été renforcées pour permettre une adéquation des modes tactiques à la configuration du terrain et au combat asymétrique. Enfin, la composante renseignement auparavant négligée ainsi que celles du rétablissement de l'ordre et du contre terrorisme ont bénéficié de l'expertise et des formations du Shin Bet, les services secrets israéliens.

La marine sri-lankaise s'est considérablement développée pour faire face à la menace maritime des Tigres⁵⁹. Elle bénéficie depuis le début des années 90 de l'appui de la marine indienne qui patrouille dans le détroit de Palk pour limiter, à défaut d'empêcher, les infiltrations depuis les côtes indiennes. Difficile à réaliser, une coupure de cet axe logistique stratégique serait désastreuse pour le LTTE. La restauration des infrastructures, cales sèches et arsenaux, de Colombo et de Trincomalee permet une meilleure maîtrise de la construction et de la réparation navale. La formation pour sa part bénéficie de

⁵⁸ La dotation en véhicules blindés est surtout d'origine canadienne: les véhicules d'éclairage sont des Ferret et les transports de troupes et blindés de type de Saracen et Saladin.

⁵⁹ La moitié de la flotte de 70 navires est constituée de vedettes rapides. Elle comprend notamment des vedettes rapides Pradeepa et des patrouilleurs Jayasagara sortis des chantiers sri-lankais. Plus performants et modernes, six navires de combat Sooraya d'origine chinoise sont complétés par six Super Dvora israéliens.

manœuvres et d'exercices conjoints ainsi que de nombreux stages de perfectionnement à l'étranger (Inde, Pakistan, Australie, Etats Unis et Grande Bretagne) pour ses personnels.

La SLAF opère désormais de ses bases principales de Katunayaka (près de Colombo) et de China Bay (à Trincomalee) ainsi que d'une base secondaire à Jaffna (Palaly). Ses infrastructures ont été adaptées et modernisées et son personnel a été formé notamment en Grande Bretagne et en Inde. L'armée de l'air a finalisé sa mutation et l'évolution de ses matériels a fourni une écrasante supériorité aérienne aux forces armées⁶⁰.

Primordiale, la formation des cadres des armées et de la police est le meilleur atout pour garantir le respect d'un Etat de droit. Les nombreux projets de coopération sont orientés vers l'intégration d'une meilleure éthique, seule à même de combattre les dérives que pouvaient être les contrôles et les fouilles arbitraires voire les exactions et les enlèvements par les escadrons de la mort. Ces agissements cautionnés et même encouragés par le pouvoir politique ont été couverts plus par notion de responsabilité conjointe que par crainte de l'appareil militaire. En fait, la subordination des officiers de haut rang au pouvoir civil ne fait aucun doute et malgré ses échecs, l'armée est devenue un acteur clé qui ne cherche pas pour le moment à s'immiscer dans le processus décisionnel du pays.

Le haut commandement s'est bien rendu à l'évidence de son impuissance face à la guérilla et au terrorisme et bien que des unités soient régulièrement en formation en Inde dans ce domaine spécifique, il a bien conscience de la futilité d'une escalade militaire à outrance.

A la suite du tsunami, les armées se sont distinguées lors des secours prodigués aux populations sans distinction d'ethnie. Depuis, missionnés pour assurer la sécurité des camps (SLA) ou l'approvisionnement en eau des villages isolés (SNL), la cohabitation n'est plus aussi harmonieuse. La normalisation des rapports sera longue nécessitant comme préalable le retour d'une véritable représentation multiethnique au sein des armées et de la police nationale.

3. 2. 4. Des mouvements religieux et pacifiques émergents

Le clergé et les associations bouddhistes ont toujours prôné, face aux menaces intérieures comme extérieures, la défense par tous les moyens de la foi bouddhique et du pays⁶¹. Pourtant, depuis le milieu des années 80, le soutien d'organisations bouddhistes et de moines au plan de paix gouvernemental tendait à émerger peu à peu. Ce phénomène s'est accentué après la reprise des hostilités en 1990 et il existe depuis une vraie alternative pacifiste à l'extrémisme marginalisé des moines lié au JHU.

⁶⁰ Des chasseurs Mig 27, des F7 et des Kfir israéliens sont en service dans la SLAF ainsi que des hélicoptères Bell 212 et Mi 24 ; on note l'usage de drones d'observation UAV donnant des résultats remarquables dans la recherche du renseignement. Des transports C130 en fin de potentiel ont également été cédés par les Britanniques.

⁶¹ François Thual, *Géopolitique du bouddhisme*, p.53.

Les Eglises chrétiennes avaient souvent été des témoins directs des exactions perpétrées par les troupes gouvernementales. Certains représentants dont des prêtres catholiques avaient pris fait et cause pour les Tamouls sans se départir de leur neutralité. Au plus fort des combats de Jaffna, des districts comme celui de Mannar, à forte majorité chrétienne, ont recueilli d'importants flux de déplacés. Il était admis que les forces gouvernementales faisaient preuve de mesure et évitaient de pilonner des zones sous protection de l'Eglise catholique⁶². Celle-ci était souvent respectée par le LTTE qui a rarement cherché la confrontation avec des prêtres capables de marquer leur désaccord.

De fait, le Conseil œcuménique des Eglises a permis des échanges entre le « Conseil chrétien national de Sri Lanka » et le « Conseil chrétien de Norvège » pour encourager l'idée de l'initiative norvégienne pour la paix au Sri Lanka. En 1998, deux fédérations d'ONG ont émergé travaillant pour une solution négociée au conflit ethnique. L'une est l'Alliance nationale pour la paix, qui compte des représentants des communautés tamoule, musulmane et cinghalaise et l'autre est l'Alliance interreligieuse, qui comprend des évêques catholiques et anglicans ainsi que des moines bouddhistes. La société civile réintègre donc peu à peu le champ du débat politique en faveur de la paix par le biais des ONG et commence à contrebalancer sensiblement le discours des extrêmes.

3.3. L'impact des influences extérieures

La légitimité de la Norvège en tant que médiateur

La Norvège abrite une communauté importante de réfugiés sri lankais qui se monte à 7000 individus déclarés. Le lobbying des représentations et associations tamoules y est particulièrement actif. De plus, une influence politique directe s'effectue par la présence de quelques députés d'origine sri lankaise dans la représentation nationale. Ce pays dénué de passé colonial a souvent véhiculé une image de vecteur pacifique, remportant l'adhésion des pays du sud. A ce titre, il a accumulé une riche expérience de médiation dans diverses crises. Recouvrant certaines similitudes avec le problème sri lankais, le conflit israélo-palestinien a notamment bénéficié de sa contribution. En 1993, les accords d'Oslo avaient été qualifiés d'avancée significative du processus de paix au Proche orient. La capacité de ce pays à détacher des experts compétents et à arranger des réunions en toute confidentialité était unanimement reconnue. Les médiations des crises au Guatemala en 1996, en Haïti, au Soudan, à Chypre, au Kosovo en 1999 et en Colombie en 2000 sont des exemples pertinents. Enfin, des associations de développement norvégiennes comme Norad ou Cey-nor sont présentes de longue date sur l'île et sont très actives. Cette grande puissance humanitaire, issue d'un petit pays, n'a pas le statut de grande puissance ce qui est très appréciable pour le grand voisin indien. La Norvège semble libre de toute influence surtout américaine mais les Indiens restent attentifs dans ce dossier dans lequel ils répugnent dorénavant à intervenir directement. Pourtant, après de multiples facilitateurs ou médiateurs

⁶² Holt Sarah, *Civil Wars*, Vol.7, N°2 (Summer 2005), p.188

récusés⁶³, les milieux extrémistes cingalais et le Sangha continuent de refuser toute intervention étrangère en préconisant le recours à la manière forte contre les séparatistes. Les Norvégiens sont accusés de partialité par cette fraction hostile au processus de paix en instance de brader une partie du pays. Les argumentaires sont divers comme les visites organisées au profit des Tigres dans des camps militaires en Norvège ou l'existence de matériels et d'armements d'origines scandinaves qui sembleraient équiper les combattants tamouls. Les comportements trop complaisants des Norvégiens face aux actions violentes de la rébellion comme le simple fait de ne pas être récusés par la partie adverse sont avancés pour expliquer ces oppositions.

Une volonté politique internationale plus affirmée

Longtemps, la réticence de la communauté internationale à intervenir au Sri Lanka s'est expliquée par une volonté d'éviter une ingérence dans les affaires internes d'un état souverain et de ne pas s'immiscer dans la sphère d'influence de l'Inde. La Sri Lankan Monitoring Mission (SLMM) constituée de pays scandinaves a été considérée rapidement comme une interférence inacceptable dans les affaires intérieures de Sri Lanka. De plus, les divergences de définition juridique ou de qualification d'une organisation terroriste suivant les pays ont permis le développement à l'international du LTTE grâce à un réseau puissant de soutien et de lobbying. Un consensus doit se dégager pour imposer la paix. Le principe est de cesser d'appuyer l'effort de guerre des deux partis ou pire de rompre l'équilibre existant entre eux. La SLMM aurait voulu se cantonner à un rôle de facilitateur alors que les Tigres attendent d'elle un véritable médiateur. Témoin impuissant des violations continues des droits de l'homme et de l'impasse politique, elle continue sa mission malgré de récentes tentatives d'intimidations⁶⁴.

Le Japon est un partenaire économique de premier plan avec lequel le Sri Lanka entretient d'excellentes relations. Bien implantées, de nombreuses ONG japonaises travaillent dans toutes les régions du pays et avec une aide annuelle variant entre 150 et 200 millions d'euros, le Japon apporte près de la moitié de l'aide étrangère. Tokyo a joué ces dernières années un rôle nouveau, résolument plus politique, dans le processus de paix en organisant la conférence des donateurs de juin 2003 et a assuré la coordination de l'assistance internationale prévue pour la reconstruction qui s'est élevée à 4,5 milliards de dollars. Un représentant du gouvernement japonais a été spécialement nommé pour suivre le processus de paix en la personne de M. Yasuhi AKASHI.

3.4. Les écueils et les limites du processus de paix

Les difficultés de la reconstruction et de la relance économique

⁶³ La Grande Bretagne, l'Inde en 1985, le Commonwealth en 1993 et même la France avant l'UE en 2003.

⁶⁴ Un bureau de la SLMM a subi une attaque à la grenade à Batticaloa en début 2006 sans faire de victimes.

L'intégration de cette crise chronique dans un contiguum rend encore plus improbable sa résolution rapide par la diplomatie. Les dirigeants des deux bords, radicaux par plus d'un aspect, ont des marges de manœuvre étroites avec les franges extrêmes de leur partie toujours prêtes à en découdre.

Si l'Etat de droit est rétabli et que la sécurité des personnes et des biens est garantie, le premier enjeu sera économique car les régions du nord et de l'est sont exsangues suite à vingt trois années de guerre. L'écart avec le reste du pays est considérable et les populations tamoules survivent le plus souvent d'une économie de subsistance. L'immense chantier du déminage et de la reconstruction déjà débutés grâce à la solidarité internationale ne prendront de l'ampleur qu'au prix d'une paix assurée. Cette paix est le préalable pour voir affluer les investissements étrangers afin de sortir de la crise et du déficit public et de relancer une économie sur laquelle tant de gouvernements successifs avaient misés en pure perte.

La gestion délicate des retours des populations

Les déplacés ont commencé à revenir chez eux depuis l'instauration du cessez le feu. Les destructions sont importantes et la reconstruction, laborieuse, pose des problèmes. Certaines victimes, déplacées à la suite des trois guerres tamoules et des pogroms attendent une prise en charge depuis des années. Dans ce contexte, les attributions par des ONG de maisons neuves à des populations récemment sinistrées réveillent des antagonismes. Des allocations sans discernement ne peuvent qu'enraciner durablement des ressentiments inter et intra communautaires ; la prise en charge des populations doit être pensée sur un plan global sans distinction d'ethnie. Cependant, les dégâts consécutifs à l'épuration ethnique des musulmans et des Moors risquent d'être irrémédiables.

Le recours judiciaire préalable à la réconciliation

Des réponses sont à apporter aux familles de personnes disparues qui se comptent par milliers et dont les dossiers s'accumulent au CICR. Indispensables pour faire le deuil, ces démarches doivent être intégrées au long processus de réconciliation dès lors que des commissions d'enquêtes auront fait leur travail en toute indépendance.

Plusieurs commissions d'enquête présidentielles sur la disparition de personnes au cours des années 90 se sont penchées sur quelque 18 000 cas de disparition mais les moyens sont limités. Il conviendrait de mettre également en place une commission internationale indépendante afin d'enquêter sur les exécutions sommaires et les arrestations illégales menées ces dernières semaines par les deux parties. Faire la lumière sur les chapitres sombres de l'histoire récente du pays et donner la parole à des milliers d'individus réduits au silence et à l'impuissance sont indispensables. Même en cas de partition d'ile, une cour de justice internationale devrait avoir à statuer des deux côtés sur ce qu'il est convenu

d'appeler des crimes de guerre. Les mises en cause des dirigeants⁶⁵ de part et d'autre sont imaginables à l'instar des conflits récents.

Une indispensable restructuration psychologique et sociale

Les zones de guerre sont sinistrées, l'ampleur des destructions et le cumul des morts, des blessés et des disparus dans chaque foyer ont laissé des séquelles psychologiques incalculables. Les programmes de prise en charge psychologique indispensables mais insuffisants ont fait face à des névroses traumatiques occasionnés par des années de guerre et les horreurs surajoutées du tsunami sur des populations déjà fragilisées⁶⁶. Il convient de redoubler d'efforts pour le dépistage, d'assurer les traitements adéquats et de prendre en charge les séquelles souvent irréversibles notamment chez les enfants.

La structure sociale a explosé, les veuves livrées à elles même se sont retrouvées marginalisées par leur communauté, les orphelines ont été privées d'éducation de base et des milliers de familles sont dirigées par des femmes qui luttent pour survivre. Des classes d'âge entières d'enfants ont été sacrifiées et le processus de réinsertion dans une société apaisée nécessitera des moyens importants sans compter la reconversion de Tigres qui n'ont connu que la guerre.

⁶⁵ VP est sous le coup d'un mandat d'arrêt international lancé par l'Inde dans le cadre de l'enquête pour le meurtre du Premier ministre Rajiv Gandhi en 1991.

⁶⁶ Les experts estiment que 5 à 10 pour cent d'une population sinistrée développera une pathologie psychologique avec une augmentation de cette proportion en l'absence de prise en charge. En 2003, le GTZ a rapporté des troubles névrotiques post traumatiques chez 25 pour cent des enfants de Jaffna.

CONCLUSION

Le Sri Lanka est une mosaïque culturelle, à la croisée du monde indien et des routes maritimes reliant le monde occidental à l'Orient. Son caractère insulaire et la sensation de son exception culturelle ont exacerbé ses postures de défiance vis-à-vis de l'étranger et son opposition aux changements et mutations qui ont bouleversé sa société. Le pays a tenté de prendre le train de la mondialisation mais la dynamique s'est grippée et la crise socio-économique chronique a réveillé ses vieux démons. La politique populiste et irresponsable de discrimination envers les minorités privilégiait une vision de court terme. La faillite de la démocratie a conduit à l'exaspération d'une classe politique tamoule elle-même dépassée par ses extrêmes. La crise a accouché d'une entité salvatrice qui s'est révélée peu à peu monstrueuse.

Le LTTE constitue un groupe difficile à étudier du fait de la polyvalence de ses activités étendues à l'échelle mondiale. Engagés dans des activités à la fois de guérilla, de crimes organisés et de terrorisme, les Tigres tamouls ne représentaient pas un danger significatif sur le plan international car leur objectif de création d'un Eelam tamoul indépendant se cantonnait aux limites strictes du Sri Lanka. Cette organisation a énormément investi dans ses campagnes de propagande et de promotion avec une maîtrise exceptionnelle des moyens de communication modernes. Depuis, la complaisance ou l'aveuglement des pays développés a consacré l'avènement d'une nébuleuse inquiétante aux connections multipolaires. Cette puissance militaire, auréolée de succès méritoires, s'efface derrière l'organisation terroriste qui entretient des facteurs de déstabilisation sous régionaux et régionaux au risque d'affecter la sécurité sur le plan mondial. Sa puissance financière est basée sur la diaspora tamoule qui devient un facteur de vulnérabilité critique. Sa désignation en tant qu'organisation terroriste dès 1997 n'a pas pour autant sonné le glas de son expansion car elle s'est parfaitement adaptée en exploitant les failles des systèmes légaux partout dans le monde.

Profitant du florissant marché de l'armement, de nombreux pays fournissent les deux belligérants, alors que d'autres proposent leur aide intéressée pour perpétuer l'escalade militaire. L'Etat légitime a un avantage de taille face au mouvement sécessionniste mais il subsiste tout de même un équilibre précaire que des influences extérieures ne doivent plus s'acharner à rompre.

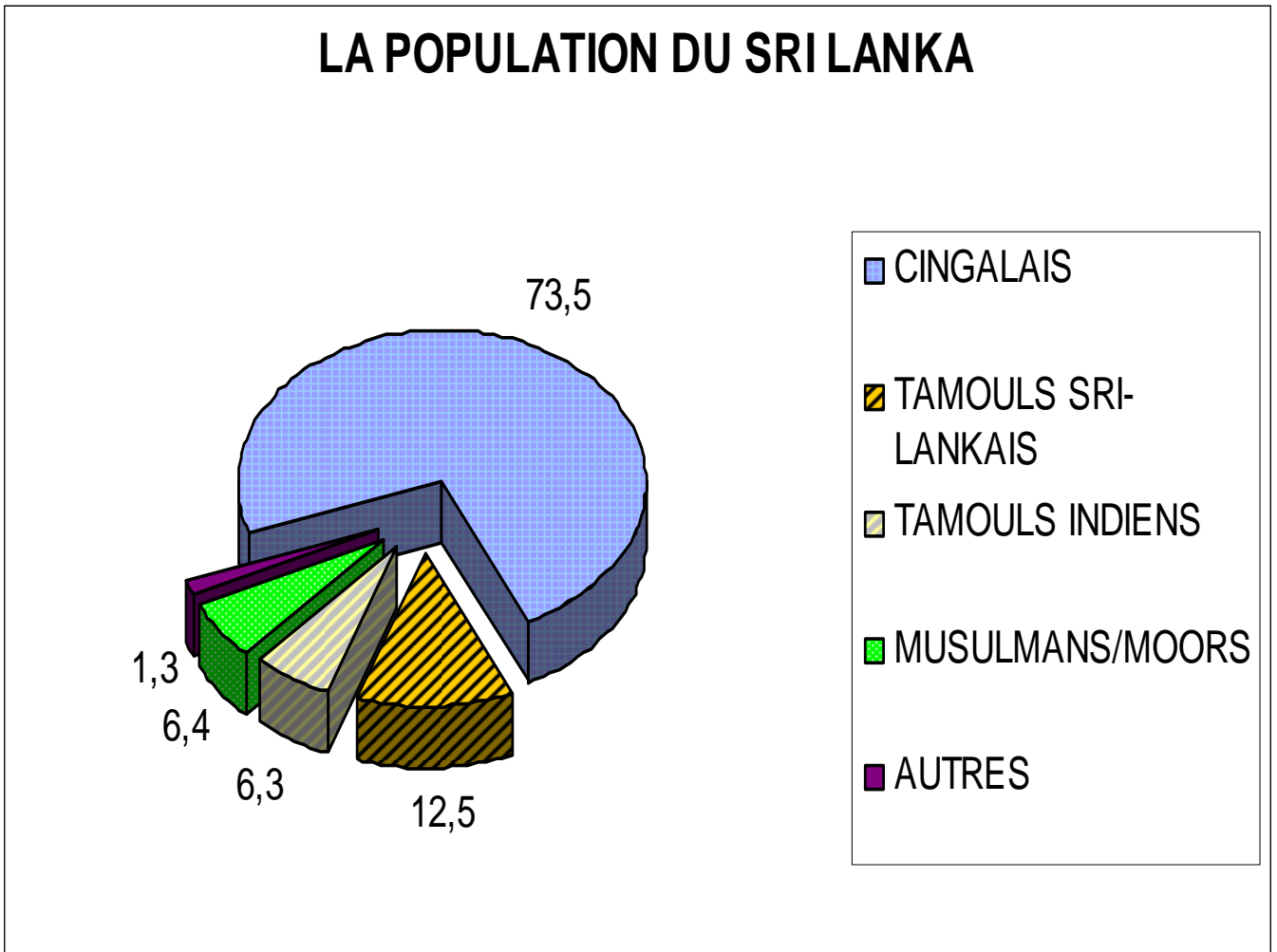
La crise paraissait sans issue malgré un calme relatif consécutif au cessez le feu signé en 2002. L'élection d'un « faucon » aux dernières élections présidentielles avait fait craindre un redémarrage du conflit. La communauté internationale doit s'engager fermement auprès de la SLMM et faire pression sur les deux parties pour sortir du conflit. L'unité du pays est difficilement négociable et le modèle fédéral, bien que décrié, est la seule réponse envisageable dans l'immédiat malgré le problème sous-jacent de la communauté musulmane. Le jeu trouble des grandes puissances, l'aveuglement des chefs et des élites et l'irresponsabilité des politiques ne doivent plus contribuer à ruiner et accabler de malheurs un pays autrefois voué à devenir la « Singapour de l'Asie du sud ».

ANNEXE 1



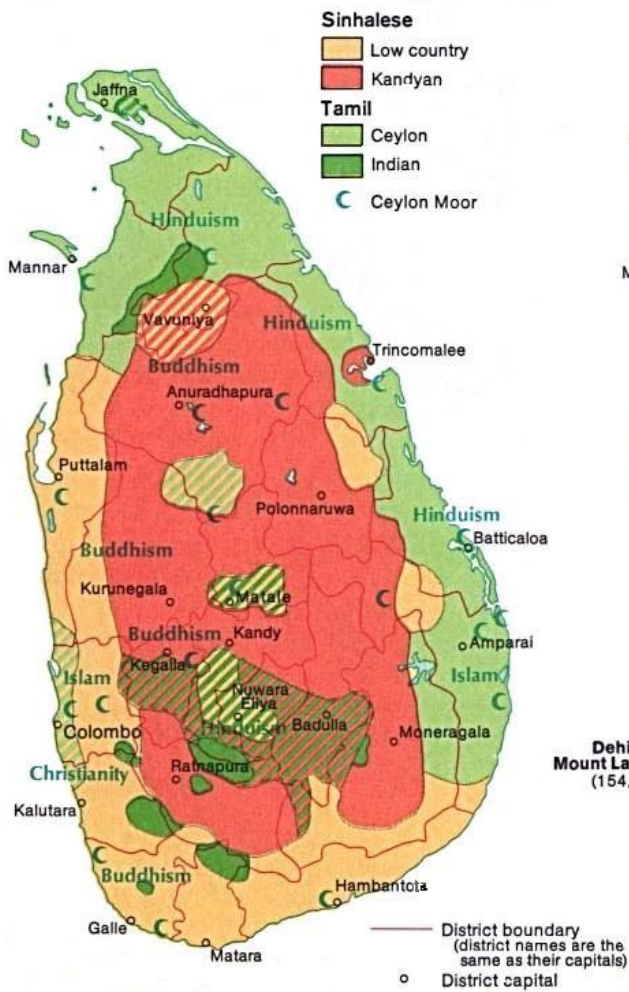
CARTE GENERALE DU SRI LANKA

ANNEXE 2

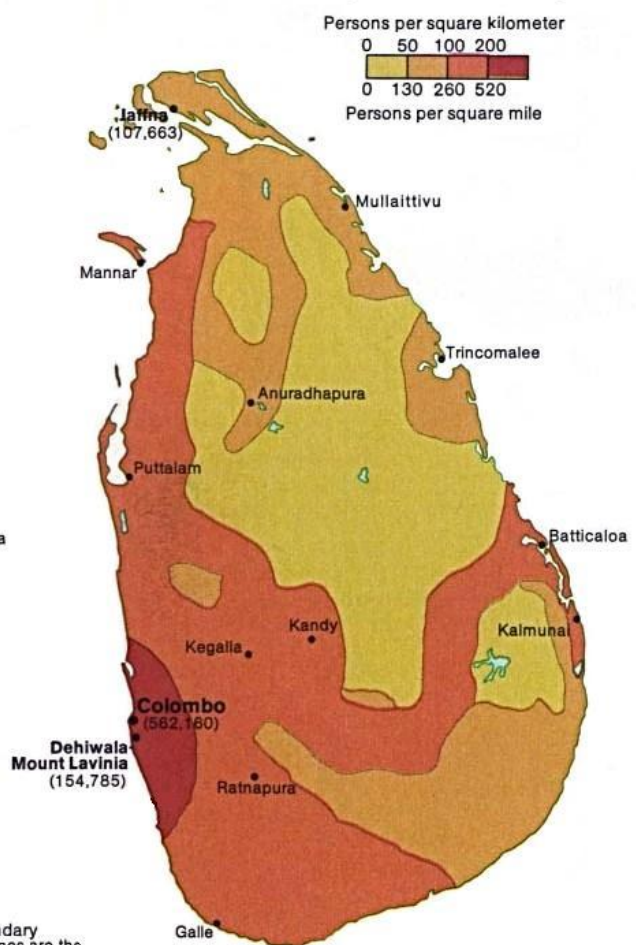


ANNEXE 3

Ethnic communities and religions



Population density



REPARTITION ETHNIQUE ET DENSITE DE LA POPULATION DU SRI LANKA

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- BALANCIE Jean-Marie et Arnaud de la Grange, *Mondes rebelles, l'encyclopédie des conflits*, Paris, Editions Michalon, 2001.
- HARVEY Peter, *Le bouddhisme*, Paris, Edition du seuil.
- LAMBALLE Alain, *Le problème tamoul au Sri Lanka*, Paris, L'Harmattan, 1985.
- MEYER Eric, *Sri Lanka*, Paris, Presses Universitaire de France, 1997.
- MEYER Eric, *Sri Lanka, entre particularisme et mondialisation*, Paris, La documentation Française, 2001.
- PAUL Lionel, *le problème tamoul à Sri Lanka*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- THUAL François, *Géopolitique du bouddhisme*, Paris, Editions des Syrtes.

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- CHALIAND Gérard, *Le Figaro Magazine*, 22 septembre 2001, p.26.
- GOUVERNEUR Cédric, *Un Etat de facto pour les Tigres tamouls*, *Le Monde diplomatique*, février 2004
- LAMBALLE Alain, « *Armée et politique au Bangladesh, au Népal, au Bhoutan, au Sri Lanka et aux Maldives* », *Défense Nationale*, 2000-8/9.

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

- BULLION Alan, *Special Issue on Sri Lanka, Civil Wars*, N° 2, vol. 7, été 2005.
- CHALK Peter, *Commentaire N° 77, Organisation et Opérations internationales des Tigres Libérateurs de l'Eelam Tamoul (TLET) - analyse préliminaire*, 1999.
- LEKHA SRIRAM Chandra , « *Dilemmas of Accountability: Politics, the Military and Commissions of Inquiry during an Ongoing Civil War: The Sri Lankan Case* », *Civil Wars*, N° 2, vol. 5, été 2002
- KUMARATUNGA Chandrika, *The President's view- Interview with Chandrika Kumaratunga*, *Asian Affairs* issue n°20, 2004.
- SARAVANAMUTTU Paikiasothy, *The Tamil view- Interview with Paikiasothy Saravanamuttu*, *Asian Affairs* issue n°20, 2004.
- SENADHIRA Sugeeswara, *Peace process in Sri-Lanka*, *Asian Affairs* issue n°20, 2004.
- WICKRAMARATNE Kingley T., *A Sinhalese's view- Interview with Kingley T. Wickramaratne*, *Asian Affairs* issue n°20, 2004.
- YUSUF A. Javid, *The Muslim view of the peace process*, *Asian Affairs* issue n°20, 2004.

ARTICLES DE JOURNAUX

- Asian Tribune, *Acquisition of nerve gas and other lethal chemical weapons by the LTTE*, 21/11/2005.
- ANBASARAN Ethirajan, *Sri Lankan expats find a guardian angel*, *UNESCO Courier*, December 2005.
- GUNARATHNA Rohan, « *The employment of Suicide in Terrorism and Guerilla Warfare : The Threat and Likely Trends* », 07 octobre 2005
- SUBRAMANYA K.V., « *Police for holding trial of Tamils separatists in Bangalore prison* », *The Hindu*, 29 novembre 2005.
- THANUKA, *Mastermind of LTTE's procurement system*, *Daily Mirror*, July 2005.

SITES INTERNET

- BULLION Alan, *Sri Lanka des élections en pleine guerre*,
www.ceri-sciencespo.com/publica/critique/article/ci09p21-29.html
- MANIVANNAN, *Liberation Tiger's international activities and Sri Lankan government propaganda*,
www.eelam.com/analysis/international.html
- SAINDON Olivier, *Le Sri Lanka et le combat des Tigres Tamouls*,
www.cvm.qc.ca/encephi/Syllabus/Histoire/Passecompose/tigrestamouls.html

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
<u>1. Les déterminants de la genèse du conflit</u>	
1. 1. Les facteurs historiques	2
1. 2. Les facteurs géographiques	2
1. 3. Les facteurs démographiques	3
1. 4. Les facteurs politiques	3
1. 5. Les facteurs socio-économiques	4
1. 6. Les facteurs culturels	4
<u>2. Les facteurs de déstabilisation et de rupture</u>	5
2. 1. Les déterminants de puissance du LTTE	
2.1.1. Un dispositif politico-militaire très structuré	5
2.1.2. Une maîtrise établie du combat asymétrique sous toutes ses formes	5
2.1.3. Une organisation très structurée et tentaculaire	10
2. 2. Les insuffisances du GoSL	14
2. 2. 1. Les incohérences du système politique	14
2. 2. 2. Les points faibles des forces armées	15
2. 2. 3. La position intransigeante du clergé bouddhiste	16
2. 2. 4. Le JVP dans un rôle de contrepoids radical	16
2. 2. 5. L'épineux problème musulman	17
2. 2. 6. L'irresponsabilité d'une grande partie des médias	17
2. 3. Les contributions extérieures à la déstabilisation	18
2.3.1. Les aides extérieures au profit du LTTE	18
2.3.2. Les aides extérieures au profit du GoSL	19

3. Les facteurs de rétablissement

3. 1. L'émergence de vulnérabilités critiques au sein du LTTE	21
3.1.1. Les carences en ressources humaines	21
3.1.2. L'amplification des divisions au sein de la mouvance tamoule	21
3.1.3. Les répercussions de la lutte anti terroriste mondiale	22
3.1.4. L'accentuation de la lutte contre la criminalité organisée	23
3.1.5. L'effritement des soutiens et la contestation montante de la diaspora	24
3.1.6. La décrédibilisation du mouvement sur le plan international	24
3. 2. La reprise d'un jeu démocratique est elle envisageable au Sri Lanka ?	25
3. 2. 1. Le rapprochement des protagonistes suite au tsunami	25
3. 2. 2. La remise en question du bellicisme politique	26
3. 2. 3. Une armée cinghalaise modernisée et plus efficace	27
3. 2. 4. Des mouvements religieux pacifiques émergents	28
3. 3. L'impact des influences extérieures	29
3. 4. Les écueils et les limites du processus de paix	31
CONCLUSION	33
ANNEXES	
Annexe 1 : Carte générale du Sri Lanka	34
Annexe 2 : La population du Sri Lanka	35
Annexe 3 : Répartition ethnique et densité de la population du Sri Lanka	36